

Le Président de la République décerne la médaille de l'Ordre du mérite national à la mission algérienne de sauvetage en Turquie et en Syrie



P.02

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales **times**

N°3468 Lundi 06 Mars 2023 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

Nous informons nos fidèles lecteurs et lectrices de l'ouverture d'un site web.

Veillez le consulter au : www.seybouseimes.dz

RAMADHAN 2023 :

Les mesures de l'État pour garantir la disponibilité des produits alimentaires à des prix raisonnables

P.03



RAMADHAN



Rezig se réunit avec les cadres du secteur pour préparer le mois de Ramadhan

P.03

EXERCICE DU DROIT SYNDICAL



Des dispositions visant à renforcer le rôle des organisations syndicales

P.04

ANNABA

Grâce aux caméras de surveillance, près de 4400 interventions opérées durant le mois de février

P.07



Séisme / Turquie-Syrie:

Le Président Tebboune préside la cérémonie de distinction de la mission algérienne de sauvetage

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche au Centre international des conférences (CIC) "Abdelatif-Rahal" à Alger, la cérémonie de distinction de la mission algérienne dépêchée en Turquie et en Syrie pour participer aux opérations de sauvetage des sinistrés du séisme qui a frappé la région le 6 février dernier.

La mission algérienne compte en sus des pilotes de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant des Forces aériennes algériennes, les équipes de la Protection civile et du Croissant Rouge Algérien (CRA) qui ont fait preuve d'un courage à toute épreuve, d'un professionnalisme



remarquable et d'un grand sens humanitaire lors des différentes interventions sur le terrain.

Le Président de la République décerne la médaille de l'Ordre du mérite national à la mission algérienne de sauvetage en Turquie et en Syrie

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a décerné, dimanche à Alger, la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de "Achir" aux membres de la mission algérienne dépêchée en Turquie et en Syrie pour participer aux opérations de sauvetage des sinistrés du séisme qui a frappé les deux pays. Cette médaille a été décernée à un groupe des Forces aériennes de l'Armée nationale populaire (ANP) et à des équipes de la Protection civile et du Croissant Rouge Algérien (CRA) ayant participé aux opérations de sauvetage des sinistrés du séisme qui a frappé le sud de la Turquie et le nord de la Syrie, faisant ainsi honneur à l'Algérie avec



leur professionnalisme remarquable et leur grand sens humanitaire puisé des valeurs de la Glorieuse guerre de libération. Cette distinction est intervenue lors d'une cérémonie organisée au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, en présence de hauts responsables de l'Etat et des membres du Gouvernement.

"Bond remarquable" en matière d'échanges d'informations et de programmes entre les médias arabes

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Bouslimani, a mis en avant dimanche le "bond remarquable" enregistré en matière d'échanges d'informations et de programmes entre les médias arabes en 2022 notamment à l'occasion de la couverture médiatique des travaux du Sommet arabe tenu en novembre dernier à Alger et dont les conclusions liées à l'unification des rangs arabes et au renforcement de l'action arabe commune, ont été particulièrement saluées. S'exprimant à l'ouverture des réunions périodiques des coordinateurs des radios télévisions arabes, des ingénieurs et des techniciens des réseaux d'échanges à Alger, M. Bouslimani s'est félicité du "bond remarquable enregistré en matière d'échanges d'informations et de programmes en 2022 notamment à l'occasion de la couverture médiatique des travaux du Sommet arabe tenu en novembre dernier en Algérie et dont les conclusions liées à l'unification des rangs arabes et au renforcement de l'action arabe commune, ont été particulièrement saluées. Il a soutenu que cette réunion "se veut un espace de rencontres en vue d'évaluer les réalisations et de rattraper les insuffisances



pour permettre au citoyen arabe d'accéder à une information fiable et professionnelle à travers les divers programmes et émissions diffusés par nos radios et nos télévisions".

Et d'ajouter que "cette activité s'inscrit dans le cadre de la démarche de l'Union de radiodiffusion des Etats arabes (ASBU), en vue de la relance des efforts interarabes outre la mise en œuvre d'une stratégie médiatique tenant compte des intérêts de nos Etats et des aspirations de nos peuples".

Il a souligné que "l'Algérie, en s'adaptant à cette réalité et aux défis qui se posent à la nation arabe, soutient de façon inconditionnelle tous les efforts et initiatives visant à permettre la maîtrise des moyens de communication et des nouveaux supports basés sur la numérisation".

Le ministre a salué le projet de la nouvelle plateforme Cloud et les différents projets et programmes y afférents réalisés par des "compétences arabes", relevant que la conjoncture "nous appelle

à focaliser sur la formation et à lui accorder une importance extrême".

M. Bouslimani a estimé que "l'intérêt accordé à la formation dans les domaines de l'information et de la communication au niveau national et au niveau de l'ASBU est à même de renforcer les capacités des travailleurs dans les entreprises de communication et les plateformes numériques, notamment pour faire face aux fake news ciblant nos jeunes en premier lieu".

Il a expliqué que le rôle des médias arabes, tous supports confondus, "se traduit à travers la contribution efficace à la production d'un contenu arabe reflétant la réalité arabe tout en servant ses causes communes", saluant le développement des activités du Centre au niveau technique et de la programmation par le lancement de systèmes multimédias d'échange via les satellites".

"L'ASBU fournit à ses utilisateurs les techniques les plus rapides et les moins coûteuses pour l'échange de produits médiatiques, outre l'ouverture d'horizons de coopération avec les systèmes d'échange mondiaux, ce qui augure d'un avenir prometteur pour les établissements et les médias arabes", a-t-il indiqué.

L'APN prend part aux réunions des commissions permanentes du PAP en Afrique du Sud

L'Assemblée populaire nationale (APN) prendra part, du 6 au 17 mars à Midrand (Afrique du Sud), aux réunions des commissions permanentes et à la session du Parlement panafricain (PAP), a indiqué un communiqué de la Chambre basse du Parlement.

L'APN sera représentée à ces réunions par les députés Behdja Lammali, Fateh Boutbig et Mohamed Segres, en leur qualité de membres permanents du PAP. La députée Behdja Lammali avait participé, jeudi dernier, à la réunion du bureau du PAP avec les bureaux des commissions permanentes et des groupes géopolitiques en sa qualité de présidente



de la Commission permanente des transports, de l'énergie, de la science et de la technologie au PAP.

Le député Mohamed Segres avait également participé, samedi, à la réunion de la Commission permanente des règlements, des privilèges et de discipline, en sa qualité de membre de cette Commission, a précisé la même source.

Le Conseil de la nation prend part au Portugal à l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée

Une délégation parlementaire du Conseil de la nation prend part, les 5 et 6 mars à Porto (Portugal), aux réunions sur les changements climatiques, l'environnement et le développement durable, à l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UPM), a indiqué dimanche un communiqué du Conseil.

La délégation est composée des deux sénateurs Mohamed Taher Bilal et Chafik Si Ali, précise le communiqué. Les travaux de cette assemblée, auxquels prennent part des parlementaires, des



experts et des académiciens spécialistes de l'environnement et des changements climatiques, s'inscrivent dans le cadre des activités de la Commission de l'énergie, de l'environnement et de l'eau de l'AP-UPM, ajoute la même source.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : Commune El Bouni ZHUN
Promotion Immobilière Yahia Abdelaziz,
rez-de-chaussée
Annexe : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EUURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communi-
cation d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustration
adressés ou remis
à la rédaction ne seront
pas rendus et ne feront
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

Numérisation : Un programme à part entière et non pas un slogan de circonstance

La numérisation et à l'instar de nombreux dossiers à dimension stratégique figurant dans le programme du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune est loin d'être un slogan conjoncturel comme se plaisent à le prétendre les partisans de la banalisation. Erigée en politique d'Etat par le président de la République, la numérisation est un programme complet et intégré, placé au cœur de ses 54 engagements pour servir le citoyen et assurer son bien-être, tout en promouvant l'économie nationale vers davantage de progrès et de résilience.

L'intérêt accordé par le Président de la République à chaque fois qu'il évoque la numérisation dans ses sorties médiatiques



où il s'adresse aux Algériennes et aux Algériens, émane de sa profonde conviction quant à l'importance de ce dossier vital dans l'accompagnement des efforts de l'Etat pour la relance de tous les secteurs, notamment stratégiques, sur la bonne voie qu'emprunte l'Algérie nouvelle, une voie sûre dont les repères résistent à toute épreuve.

Le Président de la République avance, à chaque occasion, plus d'une preuve que la numérisation dépasse son concept classique (transformer

les informations en données numériques) pour s'ériger en outil stratégique exploité par l'Etat dans les politiques de développement, sur une scène politique et économique marquée essentiellement par une dynamique et une précision en matière de mise en œuvre.

La numérisation est l'ennemi juré de la bureaucratie, c'est le salut face aux mentalités de tergiversations et des chiffres approximatifs que certains responsables et gestionnaires ont pris l'habitude de consacrer soit par manque de compétence, devenu, dans plusieurs cas, une véritable entrave au développement, ou par résistance à un grand projet, à savoir la transparence.

Tout lecteur avisé des discours du

Président de la République ou de ses orientations lors des réunions du Conseil des ministres, constatera que la numérisation, placée au cœur de la bataille de l'affranchissement de l'Administration et du citoyen de la Bureaucratie, est en réalité un des leviers de l'Algérie nouvelle, dont les fondements ont été jetés par le Président de la République dans ses 54 engagements qu'il œuvre à consacrer sans relâche pour les promouvoir de l'état de programme à celui de culture de société.

La numérisation telle que la conçoit le Président de la République est un programme à part entière, et un pivot du processus de moralisation de la vie politique et publique, et du renforcement de la bonne

gouvernance. La législation et le contrôle ne sauraient porter leurs fruits s'ils ne sont pas sous-tendus par la transition numérique, de même que la guerre contre la corruption, le clientélisme et le népotisme est vaine en l'absence de l'arme de la numérisation.

La mise en place de mécanismes de probité, de sérieux, de précision, d'objectivité et de transparence dans la gestion des affaires et des deniers publics ne saurait aboutir en l'absence de la numérisation dans sa conception globale, en ce sens que les décisions efficaces, sont d'autant plus honnêtes, lorsqu'elles sont appuyées par la numérisation qui permet d'atteindre tous les objectifs escomptés.

Rezig se réunit avec les cadres du secteur pour préparer le mois de Ramadhan



Le ministre du Commerce et de la Promotion des Exportations, Kamel Rezig s'est réuni avec les cadres du secteur afin de régler les derniers préparatifs pour le mois sacré de Ramadhan, concernant notamment l'approvisionnement des marchés et le contrôle, indique un communiqué du ministère.

M. Rezig a présidé, jeudi, une réunion de coordination par visioconférence regroupant les

cadres centraux du ministère ainsi que les directeurs régionaux et de wilaya du Commerce, en vue d'apporter les dernières retouches aux préparatifs pour le mois sacré de Ramadhan, précise la même source.

La réunion a porté essentiellement sur l'approvisionnement des marchés, le programme de contrôle et l'organisation des marchés de proximité devant être ouverts pendant le mois sacré, conclut le communiqué.

ramadan 2023 : Les mesures de l'État pour garantir la disponibilité des produits alimentaires à des prix raisonnables

À seulement quelques semaines du Ramadan 2023, les autorités algériennes accélèrent le rythme pour garantir la disponibilité en quantité suffisante et à des prix raisonnables des denrées alimentaires.

En ce qui concerne les viandes rouges, les prix ont atteint des niveaux très élevés. Comme importateur, l'Algérie a choisi la Colombie. Plus de 20 000 tonnes de viande rouge seront distribuées grâce à 114 points de vente. Ils seront répartis à travers l'intégralité du territoire national.

Le premier responsable du groupe public l'Algérienne des viandes rouges (Alviar) avait assuré Janvier dernier que les Algériens pourront se procurer de la viande rouge au prix de 1200 dinars le kilogramme et ceci avant le début du mois de ramadan 2023.

La viande blanche et les œufs restaient plus au moins accessibles aux petits portemonnaie. L'Office Nationale des Aliments du Bétail (ONAB) est actuellement en passe de pallier le manque de volailles sur le marché grâce à plusieurs réformes. C'est ce qu'indique le ministre de l'Agriculture en ce



début du mois de Mars.

Les autorités promettent de plafonner le prix du kilo de poulet à 350 dinars grâce à l'arrivée sur le marché de 47 000 tonnes de viande blanche. L'ONAB devrait assurer un approvisionnement de 10 000 tonnes. 37 000 tonnes supplémentaires seront assurées par des opérateurs privés soumis au contrôle sanitaire.

Le sujet de l'approvisionnement du marché pendant le mois de ramadan, avait fait l'objet d'une réunion du conseil des ministres en février dernier. Le président Tebboune avait ordonné la mise en place d'un dispositif de veille pour suivre le ravitaillement du marché en produits essentiels.

Lutter contre les spéculations, l'objectif de l'État

Afin de contrer le phénomène des hausses des prix à l'approche

du mois sacré du Ramadan 2023, les autorités algériennes ont pris plusieurs mesures. L'État algérien souhaite établir une étude du schéma d'approvisionnement local et ainsi surveiller les prix des produits de large consommation. Une coordination entre les différents organismes chargés de la protection du consommateur doit être mise en place.

2 millions de commerçants seront mobilisés pour surveiller les marchés et lutter contre la spéculation. La qualité, les prix et le degré de respect de la loi dans les pratiques commerciales seront encadrés.

Les responsables veulent éviter la répétition du scénario de 2022 où les prix des denrées alimentaires avaient affiché une tendance fortement haussière.

eXerCiCe Du DrOIT SyNDiCAL:

Des dispositions visant à renforcer le rôle des organisations syndicales

Le ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, Youcef Chorfa, a affirmé samedi à Alger que le projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical prévoyait des dispositions visant à renforcer les principaux rôles des organisations syndicales dans la défense et la protection des intérêts de leurs membres.

Répondant aux préoccupations des députés de l'APN, lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Chorfa a souligné que le projet de loi "prévoit de nombreuses dispositions qualitatives visant à renforcer les principaux rôles des organisations syndicales dans la défense et la protection



des intérêts de leurs membres physiques et moraux", outre "l'encadrement des procédures de création et de fonctionnement de ces organisations pour la promotion du dialogue social". S'agissant du mandat de gestion des organisations syndicales, M. Chorfa a affirmé "la nécessité de respecter les principes de démocratie", soulignant que "les mandats ont été fixés à deux, d'une durée de 5 ans maximum chacune, à même de consacrer le principe d'alternance pour une

gestion démocratique et efficace et une représentation équitable". Concernant la représentation syndicale (30%), le projet de loi vise "à conférer davantage de légitimité aux organisations syndicales, appelées à être plus fortes et crédibles sur le terrain". A cet effet, "le projet de loi a prorogé le délai de présentation des éléments de confirmation de la représentation syndicale d'une année (01) à trois (03) ans, tout en insufflant une transparence avec la déclaration de ses éléments, à travers une plateforme numérique sur laquelle les adhérents s'inscrivent en se référant à la carte d'adhésion syndicale, aux abonnements et au numéro d'immatriculation de sécurité sociale, interdisant ainsi le fait d'être membre de plus

d'un syndicat en même temps". Il a, en outre, ajouté que cette plateforme a été mise en service en 2022 pour évaluer et estimer la représentation syndicale, compte tenu des résultats de l'opération qui ont démontré "un nombre considérable de syndicats dont la représentation a dépassé les 20%", soulignant que le projet de loi "a accordé une grande importance à la création de fédérations et de confédérations". S'agissant de la consultation de syndicats pour l'élaboration du projet de texte, le ministre a affirmé que dans un premier temps, une grande partie des organisations syndicales de travailleurs et celles du patronat ont été consultées en janvier 2022, en vue d'obtenir leurs propositions dans le renforcement

du cadre juridique de l'action syndicale.

Dans un deuxième temps, les organisations syndicales les plus représentées au plan national et les organes consultatifs concernées par l'avant-projet de cette loi ont également été sollicitées pour leurs avis et propositions.

A rappeler que M. Chorfa avait affirmé, en présentant le projet de loi, que le paysage syndical actuel était composé de 160 organisations syndicales enregistrées, dont 99 organisations de travailleurs (72 dans le secteur de la fonction publique), ajoutant que 61 organisations de patronat représentaient les différentes professions, filières et secteurs d'activité.

Hamou Touahria SG par intérim de l'UGTA

Le Secrétariat national de l'Union générale des Travailleurs algériens (UGTA), a annoncé dimanche dans un communiqué la désignation de M. Hamou Touahria au poste de Secrétaire général (SG) par intérim de l'UGTA après le retrait de M. Salim Labatcha de ce poste pour des "motifs personnels".

"Le Secrétariat national de l'UGTA a tenu samedi une réunion urgente au siège de la Centrale syndicale à 15h, en présence de l'ensemble de ses membres pour statuer sur la vacance du poste de SG de l'Union, après le retrait de M. Salim Labatcha de ce poste pour des motifs personnels



l'ayant empêché d'accomplir pleinement ses missions", précise la même source.

"A l'issue d'un débat responsable et fraternel, M. Hamou Touahria, membre du Secrétariat national, a été

désigné SG par intérim de l'UGTA pour la prochaine période, en vue de coordonner et de poursuivre les activités du secrétariat national conformément aux statuts et règlement intérieur" de l'Union.

Installation de nouveaux directeurs généraux au ministère de l'Industrie

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar a procédé, dimanche à Alger, à l'installation des nouveaux directeurs généraux à la tête des directions générales de l'administration centrale, indique un communiqué du ministère.

Il s'agit de la nomination de Nabila Sahnoune en qualité de directrice générale du développement industriel, de Bachir Kechroud en qualité de directeur général de la veille stratégique, des études et des systèmes informatiques, de Abdelaziz



Kened en qualité de directeur général de la compétitivité industrielle, de Salah Bousbia en qualité de directeur général de la promotion de l'investissement et de Karim Boudjmia en qualité de directeur général du développement et du suivi du secteur public marchand, précise le ministère.

M. Zaghdar a prononcé une allocution dans laquelle il a

remercié les anciens cadres chargés de la gestion des directions générales "pour les efforts consentis dans l'accomplissement de leurs missions, des efforts qui ont impacté la dynamique que connaît le secteur industriel ces derniers temps".

Le ministre a appelé les nouveaux cadres installés à fournir davantage d'efforts pour poursuivre le travail et relever les défis auxquels fait face l'industrie algérienne considérée comme la locomotive de la croissance économique, ajoute la même source.

Ouverture à Alger de la 2^{ème} édition du Salon africain des affaires



La deuxième édition du Salon africain des affaires "SADA 2023" s'est ouverte, dimanche au Palais des expositions à Alger, avec la participation de 80 exposants représentant différents secteurs d'activité.

Cet événement économique, placé sous le thème "Ensemble pour une Afrique plus forte", a pour objectif majeur de consolider le partenariat économique et les échanges commerciaux entre l'Algérie et les autres pays du continent, a souligné le responsable de la communication du salon, Hassen Moali.

"SADA 2023 marque la nouvelle orientation de l'Algérie qui veut renouer avec sa profondeur africaine, en misant surtout sur les capacités des opérateurs algériens à s'imposer sur les marchés du continent", a-t-il déclaré.

Il s'agit d'une occasion importante permettant de faire connaître les produits et les capacités nationales aux Africains présents à cette manifestation, selon M. Moali ajoutant que les

entreprises algériennes peuvent capter des marchés et conclure des partenariats fructueux grâce notamment aux rencontres d'affaires "B to B" et ateliers qui seront organisés.

Les exposants algériens représentant notamment les secteurs de l'énergie et des mines, de l'agriculture, des travaux publics, de l'industrie pharmaceutique, des startups et des services logistiques, présenteront leurs produits phares et discuteront avec leurs homologues africains des possibilités de se placer sur les marchés du continent.

Le responsable a fait observer, par ailleurs, que beaucoup d'entreprises africaines peuvent de leur côté venir investir en Algérie et injecter leurs capitaux, suite aux facilitations accordées dans le cadre du nouveau code de l'investissement.

Ce salon qui se poursuit jusqu'à mardi prochain, verra également la participation d'une vingtaine de représentations diplomatiques de pays africains accrédités en Algérie, selon la même source.

Lancement d'un appel d'offres pour la réalisation de 15 centrales solaires photovoltaïques : Sonelgaz dévoile les wilayas concernées

Le groupe Sonelgaz a dévoilé la liste des wilayas concernées par la réalisation de 15 centrales solaires photovoltaïques, d'une puissance unitaire variant entre 80 et 220 MWc pour une puissance totale de 2000 MWc, lors d'un appel d'offres national et international annoncé jeudi dernier par le groupe.

Le porte-parole du groupe, Khalil Hodna, a indiqué dans une déclaration à la presse que le groupe entamait les procédures pour la réalisation de centrales solaires photovoltaïques dans 11 wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, rappelant le lancement à travers sa filiale "Sonelgaz-Energies Renouvelables", d'un appel

d'offres national et international portant réalisation de l'étude, de l'engineering, du génie civil, de fourniture, de transport, de montage, de formation, d'essais, d'expériences, de raccordement et de mise en service.

Les wilayas concernées sont Béchar, M'sila, Bordj Bou Arreridj, Batna, Laghouat, Ghardaïa, Tiaret, El Oued, Touggourt, El M'Ghair et Biskra. Sur la répartition de ces centrale dans les wilayas, le même responsable a indiqué que dans la wilaya de Béchar, deux centrales seront réalisées à Abadla et Kenadsa et qu'une centrale solaire sera construite à M'sila, d'une puissance unitaire de 220 MWc.

De même, deux centrales solaires



photovoltaïques seront réalisées à Bordj Bou Arreridj et à Batna, respectivement Ras El Oued et Merouana, en sus de la réalisation d'une centrale à Aflou dans la wilaya de Laghouat.

Deux centrales électriques solaires d'une capacité de 80 MWc seront installées respectivement à El Guerrara dans la wilaya de Ghardaïa et à Frenda dans la wilaya de Tiaret, selon la même source qui fait état également de la construction de deux centrales à El Oued à Nakhla

et à Taleb Larbi, respectivement d'une puissance unitaire de 200 MWc et de 80 MWc.

M.Hodna a fait état de la réalisation, à l'avenir, d'autres centrales à Touggourt et dans la wilaya d'El Meghaier.

Le groupe envisage, également, de réaliser trois centrales solaires à El Ghrous, Tolga et Khenguet Sidi Nadji, dans la wilaya de Biskra, d'une capacité respective de 200, 80 et 150 mégawatts, selon la même source.

Les offres devraient être soumises et les enveloppes ouvertes le 29 mai prochain.

Cet appel d'offres n'est que "le début de mise en œuvre du programme de développement des énergies renouvelables, d'une capacité totale de 15.000 MW

d'ici 2035", ajoute M. Hodna.

Cette "transition énergétique" devra permettre à l'Algérie de s'affranchir progressivement de la dépendance aux ressources traditionnelles, de préserver et développer les ressources fossiles, de changer le modèle énergétique de production et de consommation, de réaliser le développement durable et de protéger l'environnement, selon le groupe.

La stratégie de développement des énergies renouvelables en Algérie vise à valoriser et à exploiter les ressources durables comme l'énergie solaire dans la diversification des sources d'énergie, clé du succès du programme de sécurité énergétique.

Transition énergétique :

Vers la fabrication de lampes LED, des chauffe-bains fonctionnant à l'énergie solaire et des isolants thermiques

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a affirmé, samedi à Alger, que la politique énergétique de l'Algérie entendait avancer "résolument" vers la concrétisation d'une transition énergétique progressive et responsable, à travers l'adoption d'un mix énergétique qui préserve les ressources naturelles pour les générations futures.

Lors de son allocution à l'ouverture de la 27ème Journée de l'énergie, organisée par l'Ecole nationale polytechnique d'Alger, sous le thème: "Changement climatique, sobriété et hydrogène vert", en présence de membres du gouvernement, de parlementaires et d'universitaires, le ministre a indiqué que "la politique énergétique de l'Algérie visait à avancer résolument vers la réalisation d'une transition énergétique progressive et responsable".

Cela passe par "l'adoption d'un mix énergétique diversifié prenant en considération toutes les énergies disponibles, les moins coûteuses et les plus propres tout en bénéficiant des acquis de l'amélioration de la capacité énergétique et en œuvrant à la maîtrise de la consommation de l'énergie pour préserver les ressources naturelles aux générations futures", a-t-il expliqué.

A ce titre, M. Arkab a rappelé que l'Algérie a œuvré, depuis les années 1980, à travers la société Sonelgaz à l'intégration



des énergies renouvelables, et ce en approvisionnant 20 villages en énergie solaire dans le Sud, avec la création de 22 centrales photovoltaïques d'une puissance globale de 344 MWc et le lancement de projets hybrides avec un programme de 50 MWc.

Dans ce cadre, le ministre a rappelé l'entrée en service des premières centrales photovoltaïques, en 2021 et 2022, ajoutant que le reste des centrales sera mis en service au cours de l'année 2023. Pour ce faire, la société Sonelgaz œuvre à la réalisation de tous les programmes, d'une puissance globale estimée à 15.000 MWc, avec une cadence accélérée, à travers plus de 40 wilayas du territoire national, "avant la fin de la décennie actuelle".

Dans le cadre du développement de l'utilisation des véhicules électriques en Algérie, le ministre a indiqué que Sonelgaz réalisera des projets expérimentaux, en vue de mettre en place 1.000 bornes de recharge pour véhicules électriques.

M. Arkab a, en outre, affirmé que son secteur œuvre à la consolidation de l'efficacité et de la sobriété énergétiques, tout en préservant les ressources, à travers un programme multisectoriel qui vise à intégrer les mesures

de l'efficacité énergétique dans les secteurs de la construction, des transports et de l'industrie et en encourageant une industrie locale en vue de la fabrication de lampes LED, des chauffe-bains fonctionnant à l'énergie solaire et des isolants thermiques.

Le développement du secteur de l'hydrogène figure parmi les objectifs de l'Algérie, indique M. Arkab qui relève l'adoption par le gouvernement, l'année dernière, d'une feuille de route pour développer cette nouvelle filière énergétique, "à même de permettre à l'Algérie d'être un acteur régional en la matière et d'ériger l'hydrogène en un facteur stratégique de transition", permettant ainsi au pays de "respecter ses engagements en faveur du climat et son programme de transition énergétique".

Dans le domaine du torchage du gaz, M. Arkab a rappelé "l'adhésion de Sonatrach à l'initiative mondiale +Zero Routine Flaring by 2030+".

De même, Sonatrach œuvre avec l'Agence spatiale algérienne (ASAL) et en collaboration avec la Banque mondiale (BM), à la réalisation d'une recherche scientifique et technologique, en vue de mesurer et limiter définitivement les émissions du gaz de méthane".

Lancement d'une opération expérimentale de stockage de l'énergie solaire

Concernant le Journée de l'énergie, le ministre a précisé que la rencontre était une occasion

importante pour débattre et échanger les vues entre experts, opérateurs économiques et secteurs concernés par l'énergie, la recherche scientifique et l'environnement, soulignant qu'un travail est en cours à l'effet "d'intensifier le partenariat et la coopération pour permettre la concrétisation sur le terrain des résultats de recherches menées en laboratoires, ainsi que le renforcement et le soutien des différentes composantes du système national de la recherche". Par ailleurs, et lors de sa visite d'une exposition organisée en marge des travaux de cette rencontre, M. Arkab a fait état du lancement d'une opération expérimentale, pour une durée de 8 mois, du stockage de l'énergie solaire dans deux nouvelles centrales d'une capacité respective de 3 et 4 mégawatts, exploitées par Sonelgaz au niveau de la wilaya de Djanet, afin d'alimenter ces zones en énergie électrique.

Le ministre a, en outre, indiqué qu'il s'agit de la première expérience du genre en Algérie dans le domaine de la production et du stockage de l'énergie solaire à 100%, affirmant que ce type de centrales sera renforcé et généralisé à toutes les régions du Sud, notamment à In Guezzam et Tinzaouatine, dans le but de réduire la consommation du gaz naturel et du diesel dans la production de l'électricité.

De son côté, le ministre de l'Environnement et des Energies

renouvelables, Samia Moualfi, a affirmé que la transition énergétique constitue aujourd'hui "un axe stratégique pour l'Algérie", pour atteindre un taux de 30% d'énergies renouvelables d'ici 2035, rappelant que dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat de 2015, l'Algérie s'est fixée pour objectif de réduire l'émission des gaz à effet de serre de 7% à l'horizon 2030, avec la possibilité de le porter à 22%, si elle obtient un soutien financier international.

La ministre a réaffirmé, par la même, les engagements de l'Algérie à lutter contre le changement climatique et à jouer un rôle actif dans ce domaine, notamment à travers son plan national sur le climat 2020-2030, qui constitue, selon Mme Moualfi, "un outil pratique de mise en œuvre de la politique nationale décennale sur la lutte contre les changements climatiques et le développement de l'économie verte".

Cette journée d'étude était l'occasion pour des experts en énergie d'animer plusieurs conférences, et les étudiants ingénieurs de présenter des exposés sur les thématiques liées aux ressources énergétiques et au projet d'un modèle énergétique efficace d'ici 2035 et 2050.

Les thématiques liées au développement de l'hydrogène vert, à l'efficacité énergétique et au changement climatique ont également été abordées à cette occasion.

ANNABA / SOCIAL

Les travailleurs du service technique de l'APC d'Annaba maintiennent leurs revendications

SihemFerdjallah

Les revendications des travailleurs du service technique de la commune d'Annaba, concernant le versement de l'indemnité liée à la crise sanitaire (Covid-19) et la réhabilitation des lieux, sont toujours d'actualité jusqu'à présent, malgré la série de protestations et de plaintes qu'ils ont exprimées à plusieurs reprises auprès des responsables, mais demeurées sans suite. Les travailleurs du service technique de l'APC affirment n'avoir pas encore perçu

l'indemnité liée à la crise sanitaire (Covid-19), depuis 18 mois, leur demande n'avait reçu aucune réponse, malgré la correspondance qu'ils avaient soumise à l'autorité concernée pour exiger qu'elle leur soit versée, mais en vain. Ces derniers maintiennent leur demande jusqu'à sa réalisation, d'autant plus qu'ils s'estiment en droit de la percevoir, exprimant leur besoin urgent, notamment au vu des bas salaires qu'ils perçoivent et des conditions sociales difficiles et complexes qu'ils traversent. Dans le même ordre d'idées,

les intervenants ont également souligné leurs demandes urgentes concernant la réhabilitation des lieux de travail, qui se trouvent dans un état lamentable, affectant négativement leurs conditions de travail, les contestataires se référant aux promesses reçues à plusieurs reprises concernant la réhabilitation du siège social mais en vain.

Face à cette situation, les travailleurs ont tenu à renouveler leur appel pour une intervention urgente, à l'effet de donner suite à leurs revendications susvisées et de tenir les engagements promis.

ANNABA / SOLIDARITÉ

Près de 120 repas chauds offerts aux sans-abris

SihemFerdjallah

Les actions d'accompagnement et de prise en charge des sans-abris se poursuivent toujours dans la ville d'Annaba, malgré les variations de la météo. Les responsables de la commune d'Annaba ont intensifié leurs sorties sur le terrain en coordination avec la Direction de l'Action Sociale et de la Solidarité de la wilaya d'Annaba, ainsi que les services de la sécurité et de la protection civile, en plus des employés de la Direction de la Santé,

assistés des représentants du Croissant Rouge Algérien et des associations caritatives. Cette démarche solidaire s'inscrit dans la prise en charge des personnes sans abris en vue de leur fournir des repas chauds, particulièrement en cette saison de basses températures.

Pour le succès de ce programme caritatif, les sorties de terrain ont ciblé plusieurs quartiers et rues de la ville d'Annaba, où plus de 120 repas chauds ont été distribués aux sans-abris, tout en restant à leurs côtés pour assurer le suivi

de l'état psychologique de ces personnes et leur état de santé.

Dans un autre contexte, plusieurs conseils et directives ont été prodigués, tout en restant à leur écoute, afin de faciliter le processus d'accompagnement et de les sensibiliser, en leur offrant tous les services dont ils ont besoin, d'autant plus que le Ministère de la Solidarité Nationale a donné des instructions pour prendre en charge psychologiquement et physiquement cette catégorie de personnes, en les écoutant et instauré un dialogue.

ANNABA / TRANSPORT

Les habitants de la cité AADL Ilots 3 et 4 de Benaouda Benmostefa (Ex- Draa Errich) réclament des abribus

Sara.Y

En ce mois d'hiver et par défaut d'abribus, les habitants des cités AADL Ilots 3 et 4 de Benaouda Benmostefa (Ex-Draa Errich), se voient exposés sous la pluie dans l'attente de l'arrivée d'un bus. Des femmes, des enfants et des personnes âgées souffrent le martyre, chaque jour, et se plaignent du manque flagrant d'abribus. Face au manque d'abris-bus, surtout en ces moments d'intempérie, les usagers de transport réclament l'implantation d'abribus pour éviter de s'exposer aux variations de la météo. Le nombre de résidents dans cette nouvelle ville ne cesse d'augmenter, alors que les familles ayant déjà déménagé sont sérieusement



pénalisées par les moyens limités de transport dépourvus d'abribus. En effet, tout au long des routes des cités susvisées, il n'existe aucun abribus, aucun mobilier urbain n'a été prévu. Il est aussi à déplorer l'absence de panneaux indicatifs de signalisation routière

ou de ralentisseurs. Aucune plaque de signalisation n'indique l'existence d'un quelconque arrêt sur les lieux. Les arrêts de bus ne sont reconnaissables que par l'attroupement des usagers de transport, guettant l'arrivée d'un bus, qui parfois mettent des

heures pour arriver.

Pire encore, c'est un peu la désorganisation avec les transports en commun, les bus s'arrêtent n'importe où et n'importe comment. Le visiteur de la région aura sûrement du mal à trouver un arrêt de bus, s'il n'est pas orienté

par les habitants de la commune», confie un usager des transports en commun. L'insuffisance des plaques de signalisation et même leur inexistence contraignent les usagers des transports en commun à patienter dans le froid d'hiver, ou sous un soleil de plomb. Des personnes âgées et des enfants sont contraints d'attendre pendant longtemps l'arrivée d'un bus, dénonce un autre citoyen. Il est souhaitable que la direction des transports se penche sur cette problématique en vue de prendre des mesures appropriées visant à améliorer les conditions de transport des habitants, en renforçant les moyens de transport, dira notre interlocuteur.

ANNABA / SÛreTé De WiLA yA

Grâce aux caméras de surveillance, près de 4400 interventions opérées durant le mois de février

Sara.Y

Près de 4400 interventions ont été opérées au niveau de la wilaya durant le mois de février grâce aux caméras de surveillance, selon un communiqué de la sûreté de wilaya. En effet, des centaines d'affaires policières ont été traitées en grande partie grâce à l'utilisation des caméras de surveillance d'un côté et de la mise en place de nouvelles

techniques ne laissant aucune chance aux voleurs ou autre malfrats d'agir impunément, sans compter la baisse des accidents de la route, du trafic de stupéfiants, de l'éradication du marché informel, de la lutte sans merci contre les bandes organisées qui ont été pour la plupart mises hors d'état de nuire. Le bilan du mois de février révèle que 186 interventions ont été traitées concernant le trafic de drogue, 118 affaires concernant

des délits de vol et tentative de vol, 242 affaires d'accidents de la route, 325 affaires de parkings sans autorisation ; 35 interventions concernant des individus en possession d'armes blanches et 761 intervention pour diriger la circulation routière. Pour ce début de mois de mars, on apprend selon notre source que 2733 différentes affaires ont été traitées par les éléments de la sûreté de la wilaya.



ANNABA / SÛreTé De WiLA yA

La sûreté de wilaya traque les motocyclistes contrevenants



SihemFerdjallah

Les éléments de sûreté de wilaya ont mené une vaste opération d'ordre public contre les motos conduites dans leur grande majorité par des jeunes qui sillonnent les quartiers populaires de la ville d'Annaba en générant de multiples nuisances et des accidents. En effet, chaque jour que Dieu fait, plusieurs motocyclistes contrevenants, soit par manque de documents de bord, excès de vitesse ou bien manque de respect envers les piétons, sont contrôlés et parfois leurs motos saisies. Le but est de préserver les biens et les personnes, tout en permettant, aux uns et aux autres, une certaine quiétude. Une mesure appréciée par la population dans son ensemble, sachant que ces motos, sont considérées comme une source de désagréments et de pollution

sonore, sans parler du non-respect du code de la route ainsi de leur conduite jugée très dangereuse vis-à-vis la vie des citoyens. Les causes d'accident restent les mêmes que pour les automobilistes, à savoir l'excès de vitesse, le non-respect du code de la route, la conduite sous l'effet de la drogue et des comprimés psychotropes. Toutefois, dans les accidents impliquant un motard et un automobiliste, le conducteur du véhicule déclare souvent n'avoir pas vu le motocycliste. Le risque d'accidents et de décès est plus élevé en moto qu'en voiture. Rappelons que de nombreux motards sont décédés sur la route, et ce, au niveau national, soit environ le quart du nombre de tués. Comment expliquer le pourquoi du nombre d'accidents de la route toujours aussi élevé, malgré les journées de sensibilisation et comment mettre fin à cette déferlement d'incidents?

ANNABA / COMMERCE iNFORMEL

Les habitants d'El Bouni exaspérés par la présence des vendeurs à la sauvette



Sara.Y

Malgré les importantes saisies opérées lors des différentes descentes de la police, le phénomène du commerce informel persiste toujours et exaspère les riverains de la commune d'El Bouni qui se disent excédés par la présence des commerçants ambulants, et les nuisances occasionnées au quotidien. Les résidents réclament une intervention des autorités locales pour mettre fin à une telle situation harassante qui a trop duré au détriment des activités du commerce légal, estiment plusieurs commerçants exerçant légalement leurs activités. Des commerçants informels, installés sur

la route destinée au trafic automobile, bloquent, avec leurs étals de fortune et carrosserie, l'accès aux piétons et aux automobilistes. S'ajoute à cela, les tas de saletés et de débris que génère cet immense marché informel. À l'insalubrité des lieux, s'ajoute le comportement indécent des vendeurs à la sauvette, notamment à l'encontre des jeunes filles qu'ils agressent verbalement à chaque passage. «Ils imposent leur diktat à tous, y compris aux usagers de la route qui doivent slalomer pour se frayer un passage», ajoutent des riverains. Même la circulation des passants est devenue complexe, sachant que ces derniers sont obligés de faire des détours ou d'emprunter la chaussée au risque de se faire heurter par des véhicules.

ANNABA / COMMERCE

Hausse des prix des produits cosmétiques locaux ou importés



Sara.Y

Après la volée des prix des denrées alimentaires, ce sont les produits cosmétiques qui affichent des augmentations qu'ils soient fabriqués localement ou importés. En effet, plusieurs produits cosmétiques ont connu des augmentations de prix. Les consommateurs algériens, notamment la gente féminine ont pu constater une hausse

flagrante sur les tarifs des produits d'hygiène, corporels et cosmétiques importés. En effet, dernièrement, les commerçants ont revu à la hausse les prix des gels douche, déodorants, shampoings, maquillages, brosses à dents, teintures et autres marchandises. Une augmentation qui a laissé de marbre, les clientes. A titre d'exemple, une bouteille de déodorant de fabrication

européenne qui se vendait auparavant à 350 DA est cédée à 800 DA, une brosse à dent d'importation qui coûtait 180 DA, vaut désormais 450 DA, un shampoing vendu auparavant à 350 DA, coûte aujourd'hui 750 DA. Le pack de rasoirs vendu avant à 100 DA, est cédé entre 450 et 500 DA. L'eau de Cologne fait aussi parler d'elle, avant son prix s'affichait 500 DA, on la retrouve à présent à

1350, voire 1500 DA. Et ce sans parler de l'absence de certains produits sur les étals. La décision du Ministère du commerce, de freiner l'importation de produits d'hygiène n'est pas sans conséquences. Si la production nationale suffirait à alimenter une partie des besoins de la population, l'importation, elle, supporte une grosse part du marché et son absence se fera lourdement ressentir.

ANNABA / "mArS BLEu"**Prévention du cancer colorectal à Annaba: Programme intense de sensibilisation**

L'association de lutte intemporelle et soutien aux cancéreux (ALISC) d'Annaba a lancé un programme intense de sensibilisation dans le cadre de la manifestation "Mars bleu" de prévention et de dépistage du cancer colorectal, a indiqué, samedi passé, un communiqué de l'association.

Le programme prévoit un travail de

proximité de communication directe avec l'ensemble des milieux sociaux et professionnels ainsi que l'organisation d'activités sportives, culturelles et de divertissement pour diffuser la culture de prévention de ce cancer, selon l'association.

Le lancement de ce programme a donné lieu à la distribution de dépliants de présentation du cancer colorectal, de

l'importance d'une alimentation et d'un mode de vie sains, a-t-on souligné dans le document.

Le programme prévoit aussi des sorties récréatives vers la forêt de Seraïdi au profit des jeunes qui seront saisis pour mettre en garde contre les facteurs cancérigènes et appeler à la pratique de sport comme moyen de prévention.

Des concerts de musique figurent aussi



dans ce programme de diffusion de la culture préventive en plus d'actions de solidarité en direction des malades admis au centre anti-cancer d'Annaba.

Le cancer colorectal est le deuxième plus répandus et plus mortel cancer dans le monde, selon la même source.

BATNA**Exportation de 12.000 tonnes de Clinker vers l'Italie**

Le coup d'envoi de l'exportation vers l'Italie d'une cargaison de 12.000 tonnes de Clinker de la Société des ciments d'Ain Touta (Batna), une des filiales du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) a été donné, samedi après-midi à partir de cette wilaya.

La cargaison, première au titre de l'exercice 2023 sera exportée, selon les explications fournies aux chefs de l'Exécutif local Mohamed Benmalek ayant supervisé l'opération, via le port Djen Djen de la wilaya de Jijel.

Selon le wali, l'opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Etat portant sur la

diversification des exportations hors hydrocarbures, rappelant que la wilaya est parvenue en 2022 à exporter pour une valeur de 25 millions de dollars et a réalisé début 2023, des exportations d'une valeur d'un demi million de dollars de produits exportés.

Le même responsable a ajouté que l'opération se poursuit dans cette wilaya qui a connu, grâce à la levée des contraintes dont faisaient face les investisseurs, une diversification de l'exportation touchant plusieurs secteurs d'activité comme la céramique, le cuir et des matériaux semi-finis entre autres, ce qui a contribué à la création de la

richesse et de nouveaux postes d'emploi.

De son côté, le P-dg de la société des ciments d'Ain Touta, Maâmar Bahloul a indiqué à l'APS que dans le cadre du programme visant la diversification des exportations hors hydrocarbures, l'entreprise a tracé un programme pour l'exercice 2023 portant exportation de 150.000 tonnes de Clinker dont le coup d'envoi a été donné par la cargaison destinée à l'Italie via le port Djen Djen (Jijel).

Le même responsable a affirmé que la société est prête à exporter le ciment selon la demande exprimée, rappelant que la valeur des exportations



de l'entreprise s'agissant de produits semi-finis Clinker, destinés à l'Europe, l'Afrique de l'Ouest et quelques pays arabes durant l'année 2022, a atteint près de 12 millions de dollars.

La capacité annuelle de production de la société des ciments d'Ain Touta est estimée, selon la même source, à 1 million de tonne de ciment et près de 900.000 tonnes de produits semi-finis Clinker.

BiSKrA**Plus de 100 exposants au Salon national de l'artisanat "printemps des zibans"**

Cent (100) exposants issus de diverses régions du pays prennent part au salon national de l'artisanat "printemps des zibans" ouvert samedi passé, à la maison de l'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya de Biskra. Venus de 23 wilayas du pays, des artisans activant dans différentes spécialités dont l'habit traditionnel, la poterie, la dinanderie et les bijoux en argent, participent à cette manifestation économique qui coïncide avec la célébration de

la Journée internationale de la femme (8 mars).

Le salon comprend également d'autres stands dédiés aux produits du cuir et du bois, des dérivés du palmier en plus des gâteaux traditionnels, des parfums et des produits alimentaires de diverses régions du pays en particulier l'huile d'olive, les figes, le miel d'abeille et le miel de datte, et certains produits de décoration.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de la chambre

de l'artisanat et des métiers (CAM) de Biskra, Youcef Si El Abedi, a précisé en marge de l'ouverture du salon que cette manifestation vise non seulement la relance du tourisme local et l'encouragement des métiers artisanaux, mais aussi la valorisation des efforts consentis par la femme artisanne dans la promotion de la production nationale et la préservation du patrimoine.

Le salon national, qui se poursuivra jusqu'au 18 mars, est organisé par la Chambre de



l'artisanat et des métiers (CAM) de Biskra en coordination avec la Direction du tourisme et de

l'artisanat (DTA) ainsi que des associations locales, selon les organisateurs.

TiZi-OuZOu**Plus de 300 participants au Salon de la créativité féminine**

Plus de 333 participants, de différentes wilayas du pays, prennent part à la 3ème édition du Salon de la créativité féminine qui s'est ouvert samedi passé, à la

maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou.

Il s'agit de 3 écoles de formation, 200 artisanes et artistes, une trentaine (30) d'associations nationales de femmes artistes, ainsi

que d'une centaine (100) d'écrivains femmes de différentes wilayas du pays. Ce Salon, organisé par la direction de la culture et des arts à l'occasion de la Journée internationale de la femme, et

qui s'étale jusqu'au 9 mars, est destiné aux femmes créatrices dans les différents domaines dont les œuvres doivent être personnelles et originales. Des expositions de produits du terroir, ventes-dédicaces,

vernissage collectif, représentations théâtrales, défilé de mode, rencontres cinématographiques ainsi que des ateliers pédagogiques sont au programme.

Aux assises de Paris, la «haine» et la «honte» d'une «revenante» de Syrie

La cour d'assises spéciale a condamné vendredi à dix ans de réclusion criminelle la «revenante» de Syrie Amandine Le Coz, qui a passé cinq années en territoire du groupe Etat islamique (EI) et reconnu avoir envisagé de «mourir en martyr».

La cour a assorti la peine d'un suivi socio-judiciaire de sept ans. «Vous avez fait des efforts» mais «vous avez encore besoin d'être accompagnée», lui dit le président de la cour Laurent Raviot.

«Effectivement», «merci Monsieur», répond Amandine Le Coz, longs cheveux châtain et marinière.

L'accusée, originaire du Val-d'Oise, était jugée depuis jeudi pour association de malfaiteurs terroriste (AMT) criminelle.

A l'audience, la jeune femme de 32 ans a reconnu pour la



première fois vendredi avoir envisagé de se «faire exploser». «Je voulais mourir en martyr, oui c'est vrai, parce que j'avais peur de l'enfer», dit-elle.

Sur les photos de son époque syrienne - elle y est arrivée en septembre 2014 - que fait défiler l'avocat général Benjamin Chambre, on voit des armes, les drapeaux noirs

de l'EI, trois silhouettes en niqab - Amandine Le Coz est au milieu, à côté de celle qui brandit une kalachnikov.

Sur un cliché apparaît son premier mari, tout sourire, ceinture explosive sur le dos.

«C'est vous qui la lui avez mise ?», cette ceinture, demande l'avocat général. Nouvelle révélation: «non,

mais j'en ai déjà porté une», répond Amandine Le Coz. «Pour mourir en martyr. Je pensais que c'était la meilleure adoration».

«On est un peu plus que dans la radicalisation, là... On est dans le djihad», observe le magistrat, qui requiert à son encontre onze ans de réclusion. Amandine Le Coz s'est convertie à l'islam à 23 ans, et ses parents l'ont mise dehors. À cause de ce rejet, celle qui a été un peu mannequin, un peu vendeuse et beaucoup fêtarde se radicalise rapidement.

«J'étais dans la haine», justifiera-t-elle du box vitré.

Elle se cherche un mari sur internet. Le premier candidat est un certain «Abou Merguez».

«Vous l'aviez rencontré comment ?», demande le président Laurent Raviot. «J'avais tapé Abou...+ sur

Facebook», répond Amandine Le Coz, «candide», «naïve» selon l'experte psychologue.

A l'été 2014, sur internet, elle trouve finalement à épouser un combattant de l'EI. Pourquoi lui ? «Parce que je le trouvais beau», murmure Amandine Le Coz, qui a «honte». Dans la foulée, elle le rejoint à Raqqa (nord de la Syrie).

Battue par ce premier mari, elle obtient le droit de divorcer. Et se remarie avec un autre combattant, avec qui elle a un enfant.

Sur les réseaux sociaux, elle tente de convaincre au moins deux femmes, dont une mineure, de rejoindre la Syrie. «C'est à cause d'idiotes comme moi que des filles» sont parties en Syrie se faire «battre, violer, tuer», sanglote-t-elle, s'excusant à nouveau.

Les opérations militaires au coeur des discussions entre membres de la Coalition et responsables yéménites

Des responsables militaires saoudiens de la Coalition pour soutenir la légitimité au Yémen ont rendu visite au général Tariq Saleh, membre du Conseil de direction présidentiel yéménite, rapporte samedi l'Agence de presse saoudienne.

La visite s'est tenue au quartier général des Forces nationales de résistance sur la côte ouest, sous les directives du commandant des forces conjointes et chef adjoint de l'état-major général, le lieutenant-général Mutlaq al-

Azima.

La délégation comprenait le commandant des forces de soutien au sein des forces conjointes de la coalition, le général Sultan al-Baqami, le commandant de la force saoudienne à Aden, le colonel Theeb al-Shahrani, et plusieurs responsables militaires saoudiens.

La réunion a discuté de l'évolution des opérations militaires, passant également en revue les procédures et mesures nécessaires. Le général Saleh a salué le rôle joué par le Royaume.

Pendant ce temps, le ministre yéménite de la Défense, le lieutenant-général Mohsen al-Daari, MM. Al-Baqami, et Al-Shahrani, ainsi que plusieurs officiers militaires saoudiens ont visité le front de Thurah dans le gouvernorat d'Abyan et ont évalué l'état de préparation des troupes.

Dans le cadre de la visite, M. Al-Azima a également reçu le cheikh Abdelatif al-Qabali, un haut responsable de la tribu Murad du Yémen.

Au cours de la réunion, le commandant a présenté ses condoléances audit cheikh



pour le martyr de l'un de ses fils à Aden.

Il a réitéré le soutien continu de son pays au peuple et au

gouvernement yéménites, soulignant les liens profonds qui unissent l'Arabie saoudite et le Yémen.

Côte d'Ivoire

Comment s'organise le retour des rapatriés de Tunisie

Les 145 ressortissants ivoiriens, dont 45 femmes et plusieurs jeunes enfants, avaient embarqué ce samedi matin à Tunis à bord d'un vol d'Air Côte d'Ivoire. L'avion a atterri à Abidjan vers 18h10. À sa descente, les rapatriés ont été accueillis par le Premier ministre, la ministre des Affaires étrangères et plusieurs membres du gouvernement. Il y avait là des familles avec leurs

enfants. Les traits tirés après ces longues heures de vol, certains avaient à peine un sac ou une petite valise. Aucune embrassade. Aucune famille n'avait fait le déplacement.

Ces rapatriés devaient d'abord passer par plusieurs étapes administratives : être identifiés par des policiers, interrogés par la Direction de la surveillance du territoire (DST), puis répertoriés par les services d'état civil, pour enfin atterrir entre les mains

des équipes médicales.

Une fois toutes ces vérifications validées, direction le centre de transit aménagé à l'Institut de la jeunesse et des sports de Marcory. Là-bas, ils bénéficieront pendant deux à trois jours d'une prise en charge médicale et psychologique. Ils recevront ensuite chacun un pécule de 160 000 francs CFA (environ 244 euros) qui devraient leur permettre de regagner leur

famille dans les prochains jours. Ils devraient également passer pour certains des entretiens afin de pouvoir envisager de se réinsérer dans la société.

Un convoi à l'intérieur de la Tunisie

L'Union des Ivoiriens de Tunisie salue toutes ces mesures d'accompagnement. Mais son président Ange Séri Soka attire l'attention sur l'ampleur des besoins en Tunisie : « Nous sommes

presque 5 000 Ivoiriens sur le territoire tunisien et nous avons présentement des compatriotes qui dorment dans des champs d'olive et qui n'ont pas d'abri parce qu'ils ont été chassés des maisons. Nous demandons à l'État [ivoiren, NDLR] de discuter avec l'État tunisien pour que ces personnes-là puissent venir facilement à l'ambassade pour se faire enrôler. »

Les exécutions, nouvelle tactique de l'Iran pour réprimer les minorités ethniques, avertit Amnesty

Dans un rapport publié aux côtés de l'organisation iranienne de défense des droits de l'homme, le Centre Abdorrahman Boroumand, Amnesty a déclaré que le régime avait tué 14 Kurdes, 13 Baloutches et un Arabe d'Ahwaz parmi les 94 personnes exécutées depuis le début de l'année et en avait condamné beaucoup d'autres à mort après des « procès grossièrement injustes ».

Roya Boroumand, directrice générale du Centre Abdorrahman Boroumand, a déclaré : « Les autorités

iraniennes procèdent à des exécutions à une échelle effrayante. Leurs actions constituent une atteinte au droit à la vie et une tentative honteuse, non seulement d'opprimer davantage les minorités ethniques, mais aussi de répandre la crainte que toute opposition aura des conséquences violentes, que ce soit dans la rue ou à la potence.

Les exécutions – dont beaucoup se sont déroulées en secret selon Amnesty – sont en violation du droit international et résultent des manifestations de masse qui se déroulent en Iran depuis

septembre 2022, suite au décès, des mains de l'armée du pays, de Mahsa Amini, une femme kurde. Elle a été tuée par la police des mœurs pour avoir mal porté son voile.

Amnesty a déclaré qu'un arabe d'Ahwaz, Hassan Abyat, a été exécuté le 20 février à Khuzesta. Deux jours plus tard, un Kurde nommé Arash (Sarkawt) Ahmadi a été exécuté à Kermanshah. Afin d'obtenir des aveux – qui ont ensuite été diffusés à la télévision de l'État –, les deux hommes ont été torturés par le régime.



Les Palestiniens dénoncent la libération par Israël des suspects des incendies criminels de Hawara

RAMALLAH: La police israélienne a libéré vendredi tous les colons arrêtés en relation avec l'incendie de maisons et de véhicules dans la ville de Hawara, en Cisjordanie occupée, le 26 février.

Selon le site d'information Ynet, affilié au journal Yedioth Ahronoth, les forces de l'ordre ont déclaré qu'elles n'avaient pu trouver aucune preuve liant les colons aux attaques, dont certaines ont été filmées. Environ cent voitures et trente-cinq maisons ont été détruites, et plus de quarante maisons ont été partiellement brûlées.

Des sources israéliennes ont par ailleurs indiqué que deux colons placés en détention administrative sur ordre du ministère de la Défense pourraient être libérés à tout moment.



D'après le porte-parole du Hamas, Hazem Qassem, la libération des colons est la preuve de la « complicité du système judiciaire israélien dans la couverture du crime ». Vendredi également, les soldats israéliens ont utilisé des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes pour empêcher des bus remplis de

militants pacifistes israéliens d'organiser un rassemblement de solidarité à Hawara, racontent des manifestants. Les soldats ont enfoncé leurs genoux dans le cou et le dos des manifestants qu'ils avaient poussés au sol, ajoutent-ils. Selon Sally Abed, du groupe Standing Together, au moins deux personnes ont été

brièvement détenues après que l'armée les a jetées au sol, leur a donné des coups de pied et les a menottées. Lors d'un autre incident, un groupe de soldats aurait violemment poussé Avraham Burg, un ancien président du Parlement israélien, jusqu'à ce qu'il trébuché et tombe.

L'armée israélienne a annoncé qu'elle avait déclaré Hawara zone militaire fermée. Lorsque les militants israéliens et palestiniens ont ignoré l'ordre militaire, les forces de sécurité ont utilisé des gaz lacrymogènes et d'autres tactiques pour disperser la foule et maintenir l'ordre. Kayed Odeh, un commerçant de 42 ans, a révélé à Arab News qu'environ 1500 magasins de Hawara avaient subi des pertes s'élevant à des centaines de milliers de dollars (1 dollar = 0,94 euro)

en raison du siège imposé à la ville par l'armée israélienne depuis dimanche.

«La vie est paralysée à Hawara: personne ne va au travail, aucun élève ne va à l'école et la situation ici est devenue comme un champ de bataille en Ukraine», a-t-il souligné.

«Nous attendions-nous à ce que le gouvernement emprisonne un gouvernement?» s'est-il demandé, expliquant que les colons ont leur propres lois. «Des dizaines de caméras de sécurité sont installées le long des rues principales de Hawara pour obtenir des preuves de l'implication des colons dans le terrorisme contre les habitants de la ville.»

Il a ajouté qu'il faudrait au moins quatre mois pour que la ville revienne à la normale après les attaques.

NuCLéAire:

3e préavis de grève le 13 mars contre la disparition de l'IRSN

PARIS: Les salariés de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), qui délivre des avis scientifiques indépendants sur l'état des centrales, seront en grève le 13 mars, pour la troisième fois en un mois, contre la disparition de leur institut, a annoncé l'intersyndicale samedi.

En pleine relance du

nucléaire civil français et de son opérateur principal EDF, le gouvernement a annoncé le 8 février son intention de fondre l'IRSN, vigie et expert du risque radiologique, dans l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN, gendarme du nucléaire qui prend la décision d'autoriser ou d'arrêter des centrales sur la base notamment de l'expertise de l'IRSN).

«Les débats parlementaires sur la réforme voulue par le gouvernement se poursuivent» et «notre demande, le retrait des amendements qui préconisent la fusion de l'IRSN dans l'ASN, n'est toujours pas entendue», écrit l'intersyndicale dans un courrier à leur directeur général.

«Aussi, afin de montrer la détermination des salariés de

l'IRSN contre cette réforme, les syndicats CFDT, CFE-CGC et CGT de l'IRSN déposent un préavis de grève d'une journée le lundi 13 mars», poursuit le courrier consulté samedi par l'AFP. Entre 500 et 600 salariés, sur les 1.700 que comptent l'IRSN, ont participé à chaque fois aux deux précédentes grèves organisées depuis l'annonce surprise, le 8 février,

du projet gouvernemental de démantèlement de leur institut.

«Cette annonce a bouleversé l'ensemble des collaborateurs qui l'ont ressentie comme une trahison et un anéantissement du travail quotidien au service des nombreuses missions dévolues à l'Institut depuis plus de 20 ans», poursuit le courrier de l'intersyndicale.

Delort : Un casse-tête pour Belmadi

Lors du match d'hier entre le Paris Saint Germain et le FC Nantes au Parc-des-Princes, on a déploré côté nantais la défection d'Andy Delort, qui a été, d'après son entraîneur Antoine Kombouaré, touché au mollet mercredi en match de coupe de France face à Lens.

Une blessure qui arrive au mauvais moment pour Andy Delort qui s'est fixé l'objectif de faire son retour en sélection nationale lors du stage de ce mois en prévision des éliminatoires de la CAN (double confrontation contre le Niger). Pour rappel, le néo-Nantais accusait un retard en rythme physique vu qu'il était écarté de l'équipe première de l'OGCN pendant tout le mois de janvier après son bras de fer, gagné en fin de compte, contre son ancien employeur qui a accepté



de le laisser partir à la veille de la fermeture du mercato hivernal. Delort savait toutefois qu'avec son physique, il fallait qu'il joue le maximum de matchs pour être au top de sa forme. Il n'est pas épargné par le sort. Quelques jours après avoir débuté avec le FC Nantes, il est victime d'une entorse au genou qui l'oblige à déclarer forfait au match aller de l'Europa League contre la

Juventus à Turin. Rapidement guéri, il fait son retour une semaine après pour le match retour. Un peu à la peine faute de repères avec ses nouveaux coéquipiers, Delort parvient enfin à s'illustrer mercredi en coupe de France en inscrivant un doublé (il a transformé imparablement deux penaltys) face au Racing de Lens. Après cet exploit, on pensait que son aventure au FC Nantes était

enfin lancée. Mais 48 heures plus tard, on a appris qu'il est blessé au mollet et forfait pour la rencontre d'hier à Paris.

Une clause le prive du prochain match

Mais même s'il se rétablit de cette blessure au mollet cette semaine, Andy Delort sera absent dimanche prochain (12 mars) pour le match à domicile contre son ancien club l'OGC Nice. Selon l'information révélée par Nice Matin le jour de son transfert au FC Nantes, l'OGCN a réussi à inclure une clause dans son contrat : il ne pourra pas participer à la rencontre prévue le 12 mars entre les deux clubs. Une spécificité contractuelle qui permettra d'éviter d'éventuelles tensions sur le terrain et dans les tribunes. Pour rappel, Andy Delort a quitté l'OGCN sur

fond de polémique. D'ailleurs, le jour de sa présentation, il n'a pas manqué de tacler son ancien employeur.

Il reprendra le 17 mars si...

S'il est remis de sa blessure au mollet, Andy Delort pourra alors reprendre la compétition le 17 mars à Lyon (OL- FCN). Il reste à savoir si l'entraîneur national Djamel Belmadi va coucher son nom sur la liste qu'il devrait communiquer au plus tard le 18 mars. Probablement, le coach national va suivre sa performance dans ce match contre l'Olympique lyonnais. S'il constate que l'ancien Montpelliérain est bien physiquement, malgré son manque de compétition, il le prend pour la double confrontation face au Mena. Dans le cas contraire, le retour en sélection d'Andy Delort sera différé pour le stage d'après.

Niger-Algérie : Ce sera à Rades



L'équipe nationale A devra aller chercher sa qualification à la CAN 2023 de Tunis, et pour cause, la Fédération nigérienne de football, la FENIFOOT, a choisi le stade Hammadi AGREBI de Radès pour y accueillir les Verts. Après le match aller qui se déroulera le jeudi 23 mars à 22h00 au stade Nelson-MANDELA de Baraki, à Alger. Les hommes de Djamel Belmadi devront prendre l'avion direction Tunis pour y jouer le 27 mars le Niger, la partie débutera à 17h. L'équipe nationale retrouvera donc le stade Radès un an et demi après sa dernière partie disputée sur

cette pelouse, c'était en amical contre l'équipe locale, avec une victoire des coéquipiers de Bounedjah (2-0), c'est dans ce même but, c'est-à-dire vaincre, que la bande à Belmadi se rendra chez le voisin, d'autant plus que la victoire devrait offrir la qualification à la CAN ivoirienne, surtout en cas de succès à Baraki le soir du 23 mars prochain. Comme indiqué dans nos colonnes, récemment, la Fenifoot n'avait pas encore totalement tranché pour le stade devant accueillir son match, certes la CAF a publié un programme où la partie était prévue au Stade-de-l'Amitié de Cotonou, mais

la Fenifoot n'a pas confirmé, ni même le sélectionneur français du Mena, à savoir Cavalli, qui nous révélait la semaine passée que le lieu allait être connu au début de cette semaine, chose qui a effectivement eu lieu hier, lorsque Cavalli s'est rendu à Niamey pour arrêter le programme définitif du stage.

La qualification à Tunis

Le choix de Tunis évitera aux joueurs des deux sélections le long et fatigant déplacement d'Alger à Cotonou après le match du 23 mars, les Nigériens pourront rallier Tunis après la partie à Baraki, tandis que l'EN poursuivra son travail au CTN tranquillement, jusqu'au 26

mars, il faut dire que ce stage aura la particularité de se tenir au début du mois de Ramadhan, cela chamboulera quelque peu les habitudes, que dire alors d'un déplacement dans ces conditions à Cotonou, pour y jouer à 17h, ça aurait été compliqué, c'est pour cette raison que la nouvelle du déroulement du match à Tunis a rassuré le staff et les joueurs et forcément les supporters qui pourront faire le court déplacement vers la capitale tunisienne, pour soutenir l'EN, seul bémol, pour eux et pour la sélection, cet horaire choisi par Cavalli et son équipe, qui complique la tâche aux Verts, les joueurs vont

probablement jouer à jeun et en fin de journée, à une heure et demie de la rupture du jeûne, ce qui risque de les pénaliser, mais ce qui est sûr, c'est que l'EN va faire de son mieux pour glaner les 3 points de la partie, ça ne sera pas facile, mais comme l'enjeu sera une qualification prématurée à la CAN, Mahrez et consorts feront de leur mieux pour en finir et se consacrer, dès le mois de juin, à la préparation de la CAN, l'objectif tracé par Belmadi c'est de faire entrer un maximum de nouvelles têtes dans son dispositif, une opération qui débutera ce mois-ci, ce qui rend ce prochain stage très attractif.

Premier League : Arsenal revient de loin contre Bournemouth, Chelsea retrouve la victoire, Tottenham chute à Wolverhampton

Mené 2-0 par Bournemouth à l'Emirates, Arsenal a arraché une incroyable victoire très précieuse dans la course au titre en Premier League face à Bournemouth (3-2, 26e journée de Premier League). Chelsea a de son côté retrouvé le sourire en battant Leeds (1-0), quand Tottenham a chuté à Wolverhampton (0-1). Cet Arsenal est spécial. Après le succès de Manchester City contre Newcastle (2-0) un peu plus tôt ce samedi, les Gunners ont arraché la victoire face à Bournemouth (3-2), au terme d'une incroyable rencontre largement dominée par les Londoniens (30 tirs à 4). Et la première période n'aurait pas pu plus mal démarrer pour Arsenal. Les hommes de Mikel Arteta, qui avait effectué trois changements (Tomiya, Partey et Vieira remplaçaient White, Xhaka et Jorginho), ont concédé l'ouverture du score... au bout de seulement onze secondes. Dans la foulée de l'engagement, Billing a profité d'une intervention manquée de Gabriel pour surgir et tromper Ramsdale (0-1, 1e).

Arsenal remporte un match de folie

Une domination sans partage s'est alors installée à l'Emirates. Les Gunners ont monopolisé le



ballon et multiplié les attaques placées, sans trouver la faille, la faute notamment à une double parade de Neto devant Saka (4e). De quoi enfin réveiller Arsenal. Partey, battu sur le deuxième but visiteur, a bien suivi un ballon de Smith Rowe pour réduire l'écart (1-2, 62e). Après un nouveau sauvetage de Ramsdale devant Solanke (65e), Nelson, tout juste rentré en jeu, a offert le ballon de l'égalisation à White, dont la frappe repoussée par Neto a été validée par la goal-line technology (2-2, 70e). Sous les yeux d'un public londonien en fusion, Saka a poussé Stephens

prier pour faire le break, contre le cours du jeu, grâce à une tête de Senesi sur corner (0-2, 57e). Si une énième situation litigieuse pour une main d'un joueur de Bournemouth a agacé l'Emirates, les Gunners n'ont rien lâché. La lumière est encore venue de Nelson, qui, pour son 3e match de PL et pour son retour de blessure, a décoché une magnifique frappe du gauche venant offrir à nouveau 5 points d'avance aux siens en tête du championnat anglais. De quoi clôturer cette partie de folie comme il se doit.

Chelsea retrouve la victoire En pleine tourmente, Chelsea s'est donné une bonne bouffée

à dégager sur son poteau (73e). Si une énième situation litigieuse pour une main d'un joueur de Bournemouth a agacé l'Emirates, les Gunners n'ont rien lâché. La lumière est encore venue de Nelson, qui, pour son 3e match de PL et pour son retour de blessure, a décoché une magnifique frappe du gauche venant offrir à nouveau 5 points d'avance aux siens en tête du championnat anglais. De quoi clôturer cette partie de folie comme il se doit.

d'air frais en s'imposant face à Leeds United (1-0) dans son antre de Stamford Bridge. C'est le Frenchie Fofana, titularisé en défense centrale aux côtés de Koulibaly et Badiashile, qui s'est élevé plus haut que tout le monde sur un corner de Chilwell pour offrir aux Blues leur première victoire depuis le 15 janvier dernier. Chelsea s'est fait peur et est loin d'être guéri, mais voilà qui devrait offrir un peu de répit à Graham Potter.

Tottenham muet à Wolverhampton, Areola en prend 4 à Brighton

Areola, qui fêtait sa première titularisation dans les buts de West Ham en Premier League cette saison, a lui vécu un après-midi cauchemardesque avec les Hammers, sèchement battus 4-0 à Brighton. Les Seagulls ne sont plus qu'à trois points du Top 5. À noter qu'Aston Villa a enchaîné une deuxième victoire consécutive en championnat en prenant le meilleur sur Crystal Palace (1-0), réduit à 10 après l'expulsion de l'ancien Lensois Doucouré (62e), alors que Tottenham, qui a touché deux fois la transversale des Wolves, est retombé dans ses travers, la faute à un but signé Adama Traoré en fin de rencontre à Wolverhampton (1-0).

mercato :

Les 5 joueurs que veut piocher le FC Barcelone à Manchester City

Selon la presse catalane, il y a cinq joueurs que le FC Barcelone espère récupérer du côté de Manchester City. Les voici. L'été va être animé à Barcelone. Même s'il est fort probable que le club catalan remporte la Liga cette année, sachant que les Blaugranas sont toujours en course en Coupe du Roi, l'échec en Europe passe très mal à Barcelone. Surtout que d'un point de vue financier, ne pas avoir réussi à se qualifier pour les huitièmes de Ligue des Champions, puis avoir chuté en Europa League, est un coup dur terrible.

Joan Laporta, Mateu Alemany et leurs équipes préparent ainsi un mercato estival plutôt chaud, avec des départs à prévoir, mais aussi des arrivées. Certains joueurs comme Raphinha ou Ansu Fati pourraient être vendus, comme évoqué par la presse catalane ces dernières semaines. Et au niveau des

arrivées, le Barça espère faire son mercato à Manchester City, comme l'indique Sport.

Du beau monde !

Il y a cinq joueurs que le Barça veut récupérer chez les Cityzens. D'abord, Bernardo Silva, dont l'intérêt commence déjà à dater un peu, mais ne s'est jamais évaporé. Le club anglais est vendeur. Pour le milieu, les Barcelonais visent aussi Ilkay Gündogan qui a l'avantage d'être libre de tout contrat en juin, et serait donc un renfort de qualité et d'expérience à moindre coût. Le nom de Rodrigo Hernandez est aussi cité, même si on imagine qu'il sera compliqué de le déloger tant il est important pour Pep Guardiola, et tant sa valeur sur le marché est élevée. Vient ensuite Aymeric Laporte, bel et bien sur le départ comme nous vous le révélions en exclusivité sur Foot Mercato. L'international espagnol devrait recevoir bon nombre de propositions, dont une du FC



Barcelone. Enfin, vient Julian Alvarez, dont le nom avait été évoqué par les médias locaux

plus tôt dans la semaine. Le Barça est très intéressé par l'attaquant argentin, pas utilisé

régulièrement par Guardiola. Dans tous les cas, il faudra mettre la main à la poche...

eNVirONNement : Pour protéger la haute mer, les États membres de l'ONU s'accordent après 15 ans de discussion

Un grand pas pour la biodiversité marine. Les États membres de l'ONU se sont enfin mis d'accord ce samedi 4 mars, dans la soirée, sur le premier traité international de protection de la haute mer, destiné à contrecarrer les menaces qui pèsent sur des écosystèmes vitaux pour l'humanité.

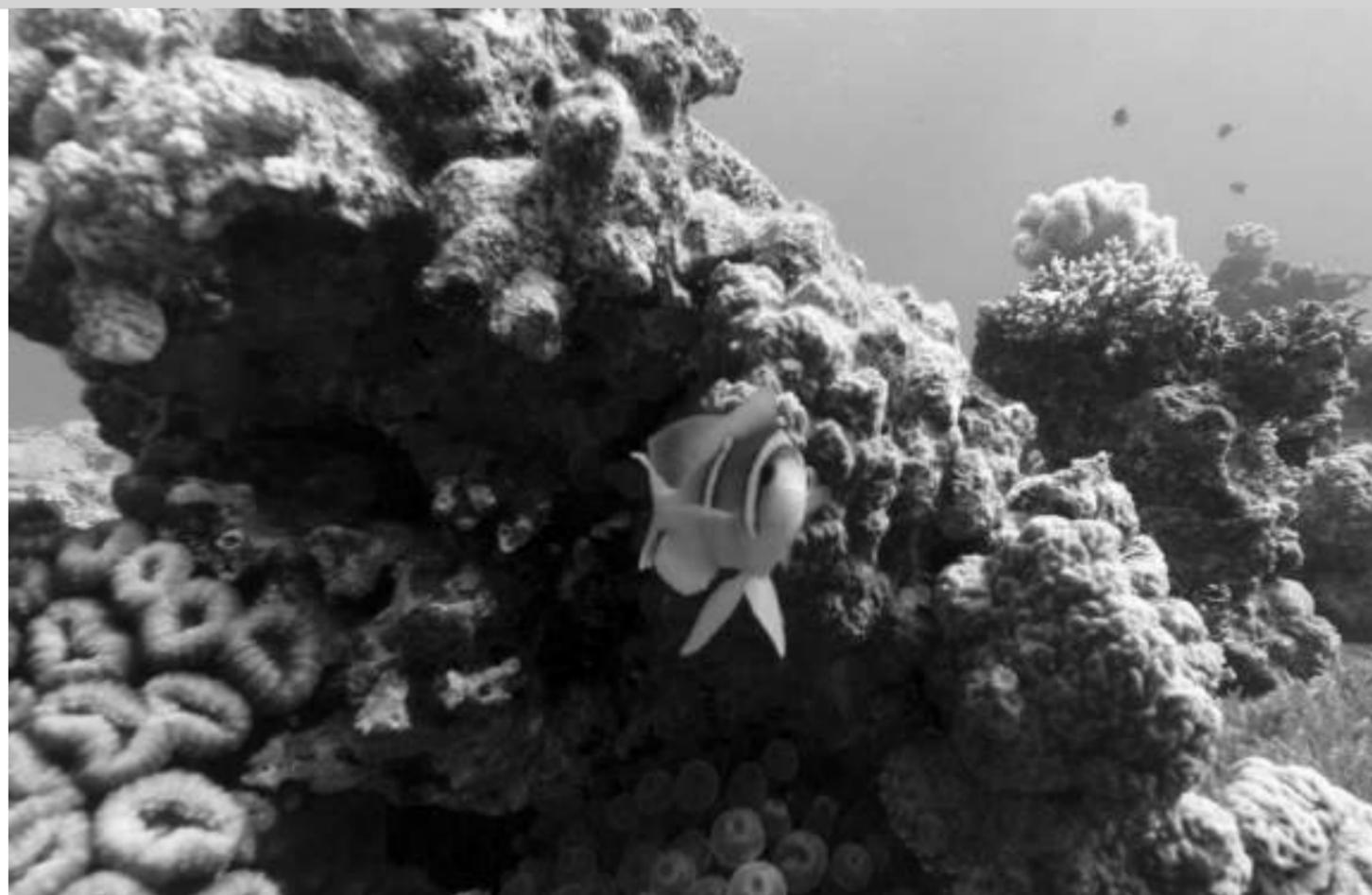
« Le navire a atteint le rivage », a annoncé, non sans émotion, la présidente de la conférence Rena Lee, au siège de l'ONU à New York samedi peu avant 21h30 (3 h 30 à Paris), sous les applaudissements nourris et prolongés des délégués. Comme vous pouvez le voir dans notre vidéo en tête d'article, la présidente singapourienne de la conférence, Rena Lee, a même versé quelques larmes à l'annonce du compromis.

Un tournant décisif pour la protection de la biodiversité marine

Après plus de 15 ans de discussions, dont quatre années de négociations formelles, la troisième « dernière » session à New York a finalement été la bonne, ou presque. Les délégués ont finalisé le texte au contenu désormais gelé sur le fond, mais il sera formellement adopté à une date ultérieure après avoir été passé au crible par les services juridiques et traduit pour être disponible dans les six langues officielles de l'ONU.

Le ministre français de la Transition écologique, Christophe Béchu a souligné ce dimanche sur Twitter un accord « historique ». « Les États membres de l'ONU disent oui à un traité international pour protéger la haute mer. C'est plus de la moitié de la surface de la planète que nous allons sauvegarder », s'est aussi félicité Emmanuel Macron.

Après deux semaines d'intenses discussions, dont une session marathon dans la nuit de vendredi à samedi, les délégués ont finalisé un texte qui ne peut désormais plus être modifié de manière significative. « Il n'y aura pas de réouverture ni de discussions de fond » sur ce dossier, a affirmé Rena Lee aux négociateurs.



Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a félicité les délégués, selon un de ses porte-paroles qui a déclaré que cet accord est une « victoire pour le multilatéralisme et pour les efforts mondiaux visant à contrer les tendances destructrices qui menacent la santé des océans, aujourd'hui et pour les générations à venir ».

Le contenu exact du texte n'a pas été publié dans l'immédiat mais les militants l'ont salué comme étant un tournant décisif pour la protection de la biodiversité. « C'est un jour historique pour la conservation et le signe que dans un monde divisé la protection de la nature et des personnes peut triompher sur la géopolitique », a déclaré Laura Meller, de Greenpeace.

De son côté, High Seas Alliance, un regroupement international d'ONG œuvrant pour la protection de la haute mer a salué l'avancée, mais surtout invité l'ONU à adopter au plus vite le texte se lequel se sont accordés les États. « Le nouveau traité va permettre à la gouvernance des océans d'entrer enfin dans le XXIe siècle », salue l'organisation dans un communiqué, qui se félicite notamment que « les effets et la gestion de l'activité humaine à même d'affecter

la vie marine » puissent désormais être surveillés au plus près.

La haute mer commence où s'arrêtent les zones économiques exclusives (ZEE) des États, à maximum 200 milles nautiques (370 km) des côtes et n'est donc sous la juridiction d'aucun État.

Aires marines protégées

Même si elle représente plus de 60 % des océans et près de la moitié de la planète, la haute mer a longtemps été ignorée dans le combat environnemental, au profit des zones côtières et de quelques espèces emblématiques.

Avec les progrès de la science, la preuve a été faite de l'importance de protéger tout entier ces océans foisonnant d'une biodiversité souvent microscopique, qui fournit aussi la moitié de l'oxygène que nous respirons et limite le réchauffement climatique en absorbant une partie importante du CO2 émis par les activités humaines.

Mais les océans s'affaiblissent, victimes de ces émissions (réchauffement, acidification de l'eau...), des pollutions en tout genre et de la surpêche. Alors le nouveau traité, quand il entrera en vigueur après avoir été formellement adopté, signé puis ratifié par suffisamment de pays, permettra de créer des aires marines protégées dans

ces eaux internationales.

Environ 1 % seulement de la haute mer fait l'objet de mesures de conservations, et cet outil emblématique est jugé indispensable pour espérer protéger d'ici 2030 30 % des terres et des océans de la planète, comme s'y sont engagés l'ensemble des gouvernements de la planète en décembre.

« Les zones de haute mer protégées peuvent jouer un rôle essentiel pour renforcer la résilience face aux effets du changement climatique », a déclaré Liz Karan, de l'ONG Pew Charitable Trusts qui a qualifié cet accord de « réalisation capitale ».

Le traité sur « la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale » introduit également l'obligation de réaliser des études d'impact sur l'environnement des activités envisagées en haute mer.

Partage des bénéfices

Enfin, chapitre hautement sensible qui a cristallisé les tensions jusqu'à la dernière minute, le principe du partage des bénéfices des ressources marines génétiques collectées en haute mer.

Les pays en développement qui n'ont pas les moyens de financer de très coûteuses expéditions et recherches

se sont battus pour ne pas être exclus de l'accès aux ressources marines génétiques et du partage des bénéfices anticipés de la commercialisation de ces ressources-quin'appartiennent à personne - dont entreprises pharmaceutiques ou cosmétiques espèrent tirer des molécules miracles.

Comme dans d'autres forums internationaux, notamment les négociations climat, le débat a fini par se résumer à une question d'équité Nord-Sud, ont commenté des observateurs. Avec une annonce vue comme un geste pour renforcer la confiance Nord-Sud, l'Union européenne a promis, à New York, 40 millions d'euros pour faciliter la ratification du traité et sa mise en oeuvre initiale.

Au-delà, elle s'est engagé à consacrer plus de 800 millions d'euros à la protection des océans en général pour 2023 lors de la conférence « Notre Océan » qui s'est achevée vendredi à Panama. Au total, la ministre panaméenne des Affaires étrangères Janaina Tewaney a annoncé que « 341 nouveaux engagements », d'un montant de près de 20 milliards de dollars - dont près de 6 milliards des États-Unis, avaient été pris lors de cette conférence pour protéger les mers.



Pourquoi il faut se méfier de TikTok



Après l'Europe et le Canada, les États-Unis bannissent l'installation et l'utilisation de TikTok par les employés des agences fédérales. Et il y a de bonnes raisons pour

cela. Il y a moins d'une semaine, la Commission européenne interdisait à ses employés la présence de l'application TikTok sur leurs smartphones. Ils ont

jusqu'au 15 mars pour s'exécuter. Une décision similaire va être prise pour le personnel du Conseil européen. C'est la crainte d'une potentielle fuite des données personnelles vers Pékin qui a incité l'institution à prendre cette mesure.

Après cette décision préventive en Europe, lundi, le Canada a également demandé à ses fonctionnaires de supprimer TikTok de leur téléphone. Alors qu'ils sont généralement fiers de prouesse pour ce genre de décision radicale, c'est hier que les États-Unis ont également ordonné aux

agences fédérales de faire en sorte que leurs employés n'aient plus l'application TikTok sur leur mobile. Ils ont 30 jours pour s'exécuter. Le trafic internet de cette application est également bloqué sur les appareils de l'administration américaine.

Des précédents d'espionnage Même si, pour le reste de la population, TikTok est toujours autorisé, cette décision a déclenché depuis son annonce la grogne des promoteurs de la liberté de parole et d'expression qui y voient l'équivalent d'une interdiction totale.

En Bref...

En toute humilité et si on lui demande une petite introspection, ChatGPT se trouve « efficace », « très polyvalent », d'une grande « disponibilité », voire « génial ». Mais bon, on a préféré des humains plus objectifs, les internautes de 20 Minutes, pour apprécier les bienfaits, ou les errances, du robot conversationnel qui alimente le buzz planétaire en écrivant des poèmes ou même des mangas.

Et parmi eux, certains l'ont essayé puis adopté dans leur vie de tous les jours. C'est le cas de Liám, 19 ans, qui s'en sert « au quotidien », pour du code, comme beaucoup, et de l'aide au devoir. « Rapidité des réponses, disponibilité constante », pour lui ChatGPT « a quasiment remplacé Google », au point qu'il trouve rentable de payer les 20 dollars d'abonnement de la formule des grands utilisateurs. « Il suffit de lui demander les sources de ses connaissances et la moitié du travail est faite », approuve Théo, un étudiant qui utilise le bot notamment pour écrire ses lettres de motivation. Il a aussi récemment obtenu un 14 sur 20 en lui confiant l'intégralité de la rédaction d'un devoir de biologie, qui s'est donc avéré convainquant malgré « un manque de précision et de vocabulaire adapté ».

Des arguments qui font mouche pour une augmentation

Antoine, développeur de métier, est archi convaincu par « ce superbe outil » du moment qu'on l'utilise correctement. « Pour corriger son code et l'optimiser, c'est dingue de voir à quel point ça marche plutôt bien ! » s'enthousiasme l'informaticien qui apprécie aussi la pédagogie du bot. Quant à Julian*, il trouve le robot carrément « incroyable » et « très enrichissant ». Dans tous les sens du terme. Car ce trentenaire déçu de sa dernière augmentation raconte qu'il a eu l'idée de confier à ChatGPT des conseils de rédaction pour un texte destiné à faire part de sa contrariété à sa hiérarchie. « J'ai juste modifié des noms de managers pour faire coïncider avec le contexte de mon entreprise et je l'ai envoyé », explique-t-il. Résultat, il a été convoqué à un entretien avec sa direction. Rencontre pour laquelle, confiant désormais, il a travaillé son argumentaire à l'aide du bot. Bingo ! Le voilà mieux payé.

Mais derrière cet exemple de réussite éclatante, se cachent aussi des utilisateurs beaucoup plus circonspects. Un étudiant en physique a challengé le bot sur un devoir de thermostatique. « Et si je peux donner un conseil, c'est de continuer à utiliser son cerveau ! », s'émue ce déçu, agacé, comme d'autres, par les mea culpa trop polis de l'IA quand on la contredit, avec ses fameux « Vous avez raison, je vous prie de m'excuser pour la confusion ». Sans compter sa versatilité, puisqu'elle a généré des raisonnements différents quand ce testeur lui a perfidement soumis à trois reprises le même problème.

Mutalk, le microphone pour laisser votre entourage tranquille

Imaginez, vous essayez de vous endormir alors que votre voisin se dispute violemment au téléphone ou que votre partenaire s'esclaffe dans une pièce toute proche. Ou vous tentez en vain de savourer votre boisson matinale non loin d'un nomade digital en pleine réunion virtuelle dans votre petit café local. Si vous avez déjà rêvé de pouvoir clouer le bec d'un importun, cette étrange invention pourrait vous plaire... ou vous laisser dubitatif.

Les innovations technologiques sont bien pratiques pour apporter des solutions à tout un lot de nouveaux problèmes. C'est ce qu'a compris l'entreprise japonaise Shiftall qui développe et assure la production de masse d'objets connectés surtout destinés à faciliter le travail d'équipe. La société a développé un microphone innovant qui isole la voix de l'utilisateur et

qui, en plus de réduire le bruit ambiant dans la captation du son, sert principalement à réduire le volume sonore qu'il produit, afin de ne pas déranger les personnes alentour.

L'application technologique d'un étrange phénomène acoustique

Cet objet innovant peut répondre aux attentes d'un large panel d'utilisateurs, il peut être utile pour passer des appels en toute discrétion, ou participer à une réunion virtuelle dans un lieu public. Lors de conversations normales lorsque la fréquence de parole est standard, le dispositif réduit le volume de 20 décibels, rendant l'échange impossible à entendre pour une personne extérieure, même si elle est située juste à côté. Mais, quand les propos s'échauffent comme durant une partie de jeu vidéo par exemple, et que le ton monte en même temps que la



fréquence de parole (ou de cri), Mutalk passe à une réduction de 30 décibels, pour le confort de chacun.

Le gadget utilise le principe de la résonance de Helmholtz, qui se produit quand l'air résonne dans un objet creux. Vous en avez peut-être déjà produit en soufflant dans le goulot d'une bouteille. Ce phénomène acoustique lui permet d'affaiblir

efficacement le bruit malgré sa petite taille.

Le microphone est simple d'utilisation, se connecte à votre smartphone ou votre ordinateur, et peut même être équipé d'une sangle amovible pour l'utiliser sans les mains. Seul bémol, son curieux design qui pourrait en rebuter certains et son prix, 200 dollars.

La Russie bannit neuf messageries, dont WhatsApp

WhatsApp, Telegram, Snapchat et six autres applications de messagerie sont visées par Roskomnadzor. Ce mercredi, l'autorité de régulation russe Roskomnadzor a interdit leur utilisation aux organisations du pays, rapporte Bleeping Computer relayé par Numerama. Six applications, majoritairement américaines, sont désormais bannies : Discord, Microsoft Teams, Skype, Snapchat, WhatsApp, Viber, WeChat, Threema et Telegram. Le



communiqué du Roskomnadzor précise que l'interdiction ne vaut pour le moment que pour

les organisations russes. La population est donc encore autorisée à s'en servir.

Facebook et Instagram déjà bannis

Cette nouvelle mesure peut avoir plusieurs explications. La Russie tente peut-être d'anticiper de nouvelles sanctions internationales, dans le cadre de la guerre en Ukraine, en s'attelant dès maintenant au chantier de son indépendance technologique. Le gouvernement russe espère peut-être aussi

limiter ainsi l'espionnage ou la transmission de messages critiquant la politique du gouvernement.

Cette mesure n'est en tout cas pas la première du genre depuis le début de l'invasion de l'Ukraine voisine. Les applications américaines Facebook et Instagram ont déjà été exclues dans le pays, accusées de ne pas avoir suivi les directives gouvernementales.



Un édulcorant commun lié à des taux plus élevés de crise cardiaque et d'AVC

L'érythritol, un édulcorant d'origine naturelle, serait néfaste pour la santé cardiovasculaire, et sa consommation associée à un risque plus élevé d'accident vasculaire cérébral (AVC) ou de crise cardiaque.

Naturellement présent dans certains fruits et produits fermentés, l'érythritol est perçu comme un édulcorant naturel, bien qu'il soit généralement synthétisé artificiellement lorsque vendu comme alternative au sucre blanc.

Hélas, il ne constituerait pas l'alternative parfaite au sucre classique, si l'on en croit une nouvelle étude scientifique. Parue le 27 février 2023 dans la revue Nature Medicine (Source 1), celle-ci indique en effet que la consommation de cet édulcorant est associée à un risque accru de crise cardiaque et d'accident vasculaire cérébral (AVC).

Les chercheurs ont ici analysé les données de santé de plus de 4 000 personnes vivant aux États-Unis et en Europe, et constaté que celles dont les taux sanguins d'érythritol étaient les plus élevés présentaient un risque accru d'événement cardiaque majeur, de type infarctus ou AVC. Ils ont également constaté que des taux élevés d'érythritol dans le sang contribuaient à la formation de caillots sanguins risquant à terme d'obstruer la circulation du sang. Mal métabolisé par l'organisme, l'érythritol s'accumule dans le sang, jusqu'à être évacué dans les urines, précisent les scientifiques.

« Les édulcorants comme l'érythritol ont rapidement gagné en popularité ces dernières années, mais des recherches plus approfondies doivent être menées sur leurs effets à long terme », a estimé l'auteur principal de l'étude,

le Dr Stanley Hazen, président du département de cardiologie et de sciences métaboliques au Lerner Research Institute de la Cleveland Clinic (États-Unis), dans un communiqué (Source 2). « Les maladies cardiovasculaires se développent avec le temps et les maladies cardiaques sont la principale cause de décès dans le monde. Nous devons nous assurer que les aliments que nous mangeons ne sont pas des contributeurs cachés », a-t-il ajouté.

Des chercheurs qui appellent à la vigilance

Présent dans certains produits hypocaloriques, allégés en sucre, et vendu seul comme substitut au sucre blanc, l'érythritol a un indice glycémique nul. Aussi est-il parfois recommandé aux personnes atteintes de diabète ou de syndrome métabolique, cherchant à réduire leur taux de glucose dans le sang (glycémie). L'ennui, c'est



que ces personnes présentent aussi un risque élevé de problèmes cardiovasculaires. Si ces résultats se confirment, la consommation d'érythritol leur serait donc plus néfaste que bénéfique.

« Il est important que d'autres études de sécurité soient menées pour examiner les effets à long terme des édulcorants artificiels en général, et de l'érythritol en particulier, sur les risques de

crise cardiaque et d'accident vasculaire cérébral, en particulier chez les personnes à haut risque de maladie cardiovasculaire », a insisté le Dr Hazen. Les coauteurs et lui invitent les personnes ayant un risque cardiovasculaire élevé d'évoquer leurs choix alimentaires avec un médecin et/ou un diététicien en vue d'obtenir des recommandations personnalisées.

Journée mondiale contre l'obésité : Plus de 50 % de l'humanité concernée d'ici 2035

En cette journée mondiale de lutte contre l'obésité, une étude parue le 2 mars démontre que la moitié de la population pourrait être concernée par un problème de surpoids ou d'obésité, d'ici 2035.

L'obésité est un problème de santé publique majeur dans le monde entier, et ce dernier devient de plus en plus préoccupant. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), depuis 1975, le nombre de personnes atteintes d'obésité a presque triplé à l'échelle mondiale. Cette maladie chronique complexe est associée à de nombreuses comorbidités et à une mortalité élevée. En effet, elle augmente considérablement le risque de maladies cardiovasculaires, première cause de décès



dans le monde, ainsi que du diabète, des troubles musculo-squelettiques et de nombreuses formes de cancers, tels que ceux de l'endomètre, du sein, des ovaires, de la prostate, du foie, de la vésicule biliaire, du rein et même du colon. Autre facteur à prendre en compte,

des données ont également montré que les personnes en situation d'obésité étaient plus sujettes aux formes graves de Covid-19, ce qui souligne encore davantage l'importance de lutter contre cette maladie. Aujourd'hui, ce sont près de 2,6 milliards de personnes, l'équivalent

de 38% de la population mondiale, se trouvent déjà dans ce cas, faisant de l'obésité un réel enjeu de santé publique (source 1).

Une étude qui inquiète
Publiée par World Obesity, cette étude montre les impacts économiques et surtout la prévalence que risque de prendre l'obésité dans les prochaines années, notamment chez une certaine population. Chez les individus les plus jeunes, il est possible que l'obésité se propage à un rythme alarmant. D'après l'étude, la proportion de jeunes souffrant d'obésité devrait atteindre au minimum deux fois le taux de 2020 d'ici 2035. Les prévisions sont encore plus inquiétantes pour les garçons et les filles âgés de moins de 18 ans, avec une augmentation possible de 100% pour les garçons,

soit environ 208 millions de jeunes, et de 125% pour les filles, soit environ 175 millions de jeunes.

« C'est un avertissement clair : en ne s'attaquant pas à l'obésité aujourd'hui, nous risquons de graves répercussions à l'avenir », a alerté Louise Baur, présidente de la Fédération mondiale de l'obésité, dans The Guardian. Elle prévient qu'en ne luttant pas contre l'obésité dès maintenant, les conséquences futures pourraient être désastreuses. Afin d'éviter une telle situation, la Fédération encourage les gouvernements à imposer des taxes plus élevées sur les produits gras, salés ou sucrés. Elle appelle également à restreindre la publicité pour ce type d'aliments, en particulier auprès des plus jeunes (source 2).



ASTUCES D&CO

Sara Boueche

Pour casser la monotonie et donner un peu de fantaisie à la déco d'une chambre, on pense parfois à utiliser des couleurs différentes pour les murs.

Ce qui permet de structurer la pièce et de délimiter les espaces mais il faut pour cela respecter quelques règles afin d'avoir une belle harmonie

Les petits conseils qui suivent vous aideront à choisir vos couleurs et à éviter les fautes de goût

La première règle à respecter est de ne pas multiplier les couleurs, deux teintes étant un maximum

Selon l'effet recherché, il existe plusieurs associations

Combinaison 1 :

Si vous aimez l'effet contraste, choisissez votre couleur froide préférée (ex le vert) et associez-la à la couleur chaude qui lui est opposée (le rouge) tout en évitant bien sûr les couleurs trop vives

Les couleurs froides (vert, bleu, violet) apportent calme et sérénité alors que les couleurs chaudes (jaune, orange, rouge) rendent l'espace plus chaleureux et lumineux

Un seul mur sera peint dans la couleur froide et ce sera celui qui accueille le lit, les trois autres



seront peints dans la couleur chaude et nuances différentes



La teinte foncée toujours utilisée pour l'espace nuit et la claire pour les trois autres murs afin de capter la lumière

Combinaison 3 :

Pour éviter de se tromper, l'association du blanc avec une autre couleur reste une valeur sûre

Du gris, couleur neutre avec le blanc pour une déco lumineuse

Une couleur chaude sera mise en valeur si elle associée au blanc

On peut également associer une couleur froide au blanc mais de préférence dans un ton pas trop profond

Il vous suffit maintenant de choisir votre couleur de base préférée et de lui associer une autre couleur selon l'effet escompté

dans une nuance claire

Le plafond sera obligatoirement blanc

Combinaison 2 :

Pour une association harmonieuse et sûre

Il suffit de choisir une couleur (chaude ou froide) dans des

Tendance Beauté...

Saviez-vous que l'origine des vernis était la peinture automobile ? Mais depuis une dizaine d'années, les formulateurs se dirigent vers des compositions plus naturelles. Un mouvement enclenché par des marques dites clean, désormais suivi par les acteurs de la cosmétique conventionnelle.

Des ingrédients biosourcés

Le challenge ? Éliminer de 8 à 13 substances chimiques qui entrent dans les compositions des vernis traditionnels en se tournant vers des matières premières issues du monde végétal. Les laboratoires mettent ainsi de côté les parabènes, les phtalates ou encore le formaldéhyde, des ingrédients polluants, parfois dérivés du pétrole, mais aussi suspectés d'être nocifs pour la santé et néfastes pour l'environnement. À leur place, sont privilégiés des composants renouvelables et provenant de productions agricoles raisonnées comme la canne à sucre, le coton, la pomme de terre, la betterave ou le manioc.

Des actifs soins protecteurs

Les vernis qui possèdent une formule plus naturelle, contiennent aussi très souvent des actifs bénéfiques. Ils sont par exemple enrichis en silicium, aux vertus fortifiantes et protectrices. Ils peuvent aussi contenir des algues rouges qui ajoutent une action hydratante au produit, de la vitamine E ou encore du squalane qui améliorent la santé des ongles. Il existe également des bases et

des top coats «green» à déposer avant ou après l'application du vernis. Leurs rôles : préserver les ongles et faire durer la couleur le plus longtemps possible.

Une manucure durable

Temps de séchage, facilité d'application, opacité... Les formules plus «vertes» n'ont pas grand chose à envier aux vernis conventionnels. La tenue est équivalente à une laque classique. Certaines peuvent même contenir des composants ajoutés comme la nitrocellulose, qui est obtenue à partir de pulpe de bois et qui forme un film protecteur lors du séchage pour augmenter la résistance du vernis. La brillance et le résultat couleur sont identiques et côté application les textures glissent aussi facilement sur l'ongle. Nul besoin donc, d'apprendre une nouvelle gestuelle pour les adopter!

Le vernis bio n'existe pas !

«Les nouvelles compositions peuvent atteindre jusqu'à 85 % d'ingrédients d'origine naturelle. Mais le vernis bio n'existe pas ! En effet, le vernis, par essence, est un solvant qui vient forcément de la chimie. Sans ce solvant, la qualité et la tenue ne donnent pas satisfaction à l'heure actuelle. Un compromis est donc nécessaire pour proposer une formule à la fois plus respectueuse de la santé et de la nature, mais également pour obtenir une matière qui s'applique facilement sur l'ongle, reste brillante une fois sèche et tient correctement.»

Comment nettoyer efficacement une passoire ou un tamis ?



Découvrez comment nettoyer efficacement une passoire ou un tamis. Utilisés pour vos pâtes ou votre farine, ces ustensiles peuvent s'avérer difficiles à laver.

Utiliser une passoire en alu ou en plastique n'est pas sans danger. Qu'il soit vintage, ancien ou dernier cri, votre objet peut cumuler de nombreuses bactéries dans ses trous. Apprenez comment bien nettoyer une passoire en alu après son utilisation.

Comment nettoyer la passoire ?

La nourriture se loge facilement dans les trous d'une passoire. Il ne faut donc pas négliger son nettoyage, pour éviter que les bactéries ne prolifèrent et pour mieux conserver son objet. Mais comment bien laver une passoire ? Le mieux est de laver sa passoire dès qu'on l'a utilisée, mais pas toujours évident quand on est en pleine cuisine.

S'il s'agit d'une passoire en plastique, vous pouvez utiliser une éponge, y compris le côté vert, mais faites attention à ce que celle-ci ne se désagrège pas



et ne laisse pas des morceaux dans les trous. Le mieux est d'utiliser une brosse à vaisselle, tout comme pour une passoire en alu.

S'il s'agit d'une passoire en métal ou en inox, il faut frotter plus délicatement sa passoire pour éviter de la rayer, en faisant des mouvements circulaires. Si la saleté est coriace, utilisez du produit vaisselle ou encore un mélange d'eau chaude et de vinaigre blanc, qui fera décoller les résidus. Dans un cas extrême,

ou si vous n'avez pas de brosse sous la main, laissez tremper une nuit entière dans le mélange et rincez le lendemain.

Comment bien nettoyer un tamis ?

Un tamis à farine ne se lave généralement pas à l'eau. On se contente de bien l'essuyer puis de le ranger. Vous pouvez aussi utiliser une brosse puis tapoter. Mais l'humidité peut s'infiltrer dans les trous et vous aurez alors besoin de bien nettoyer votre tamis. Comme pour une passoire,

vous pouvez y aller franchement avec une éponge pour un tamis en plastique, toujours en prenant garde à ce qu'elle ne laisse pas de morceaux.

Mais pour un tamis métallique, optez pour une brosse souple, ou une brosse à dents, et la même méthode qu'au préalable : de l'eau chaude et du vinaigre blanc. Pour ces mailles très fines, vous pouvez utiliser des cure-dents et percer la saleté, mais le procédé est fastidieux et une brosse viendra sûrement à bout de vos salissures.

Pour nettoyer une passoire ou laver son tamis, le moment crucial est le même : il s'agit du séchage. Faites-le avec des serviettes ou à l'air libre avant de les ranger. Cela évite notamment la rouille et les bactéries. Vous êtes maintenant armés pour avoir des ustensiles de cuisine propres.



Alger/Sites archéologiques

Mouloudji s'enquiert de l'état d'avancement des projets de restauration

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a effectué, samedi, une visite d'inspection pour s'enquérir de l'état d'avancement de plusieurs projets de restauration de certains monuments et sites archéologiques, indique un communiqué du ministère. La ministre a entamé sa visite par la commune d'El-Madania où elle s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de «Dar Djenane Lakhdar» qui remonte à l'ère ottomane et classée monument archéologique. La ministre a donné des instructions fermes aux responsables de l'Office national de gestion et d'exploitation

des biens culturels protégés (OGEB) à l'effet de finaliser les procédures administratives en suspens depuis 2013 dans les plus brefs délais et à reprendre l'opération de restauration.

La ministre s'est rendue, par la suite, à Hussein Dey pour visiter «le palais «Boulkine» qui sera reconverti en musée provisoire en attendant que l'Algérie abrite le Grand musée d'Afrique en avril prochain. La ministre a convenu avec le bureau d'études et le maître d'œuvre «de réduire les délais des travaux et de réceptionner le siège en début avril, compte tenu de son poids stratégique pour l'Algérie et l'Afrique».

La ministre a inspecté,



également, «Dar El Manzah» sise à la Casbah, relevant de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA) et a décidé

de la reconvertir en «Maison d'Artiste», comme espace regroupant tous les artistes et intellectuels algériens, toutes

disciplines confondues, tout en dotant le palais en commodités nécessaires en vue de garantir un espace de rencontre, concertation et travail.

Mme Mouloudji a rencontré des élus locaux de la commune de Bordj El Kiffan lors d'une visite aux bastions de la commune qui remonte à l'ère ottomane. Il a été convenu de rouvrir le dossier de maintenance du bastion à l'arrêt depuis 2008 après le lancement des travaux urgents, et ce en vue de permettre aux associations locales activant dans le domaine du patrimoine et de l'artisanat de l'exploiter, souligne le communiqué.

Tunisie

L'art pour exprimer les maux liés à la violence

En Tunisie l'ONG International Alert lance en collaboration avec des jeunes des quartiers populaires de Tunis la capitale, une série de productions artistiques qui mettent en lumière la violence, omniprésente dans certaines zones du pays.

Ces productions comprennent une exposition de photographies et de graffitis, un court-métrage et une chanson de rap.

« En Tunisie, on voit déjà que tous les jeunes pensent à partir à cause des problèmes comme la violence. Il y a beaucoup de problèmes en Tunisie. Je veux leur conseiller de ne pas partir. Il faut plutôt trouver des solutions. Leurs voix doivent être entendues jusqu'à ce que nous trouvions des solutions et que la Tunisie redevienne ce qu'elle était.»

a déclaré Mariem Chourabi, Titulaire d'une maîtrise en droit fiscal.

Plus d'une décennie après la révolution de 2011, de nombreuses causes sociales et économiques restent inchangées. Les quartiers populaires et les régions frontalières sont particulièrement défavorisés et connaissent des taux élevés de décrochage scolaire, de chômage et de dégradation des services publics.

«Il y a des gens qui vivent la violence au quotidien, il y a ceux qui la pratiquent et ceux qui la subissent. Donc à partir de là, on a commencé à réfléchir à comment canaliser la violence dans des activités culturelles.» a dit Houcem Ayari, coordinateur, International Alert.

Le projet vise à lutter contre les différents types de violence dont sont victimes ces jeunes. Les quartiers dont ils sont issus sont marginalisés et souffrent d'une mauvaise image. Perçus comme des mendiants ou des voleurs, les jeunes de ces quartiers sont souvent ciblés par la police qui commet des violences à leur rencontre.

« La musique que nous travaillons vient de la violence que nous voyons et que nous voulons faire disparaître. Nous avons choisi la musique pour exprimer nos sentiments, pour libérer nos émotions refoulées et pour exprimer ce que nous vivons. Comme je l'ai mentionné, il y a des choses qui ne peuvent pas être dites, alors nous les écrivons en musique.» a expliqué Mohamed



Ali, rappeur.

La moitié des jeunes âgés de 18 à 29 ans sont privés de couverture santé, selon une récente étude

qu'Alert a mené dans les trois régions marginalisées de Tataouine Nord, Kasserine Nord et Kabbariya.

Première exposition de l'Institut du Monde Arabe au Maroc

L'Institut du monde arabe (IMA) présente à partir de mercredi à Rabat une sélection de sa collection d'art contemporain sur les avant-gardes arabes, première exposition du genre à l'étranger pour l'institution basée à Paris.

«C'est la première fois que les chefs-d'oeuvre de l'IMA sortent de nos murs et sont présentés hors de la France», a déclaré mardi à l'AFP le président de l'IMA Jack Lang.

Cette exposition sur les «Modernités arabes» est organisée en partenariat avec la Fondation nationale des musées du Maroc (FNM).

Au total, 116 œuvres d'artistes originaires de 16 pays arabes

-- en majorité des peintures mais aussi des sculptures, des photographies et des œuvres graphiques de 1945 à nos jours -- sont présentées jusqu'au 15 juin au musée Mohammed VI d'art moderne et contemporain de Rabat.

La collection sera ensuite exposée dans d'autres musées, à Tanger et Marrakech.

«Ce projet montre, avec une vision décoloniale, ces artistes qui se sont affirmés, qui se sont émancipés et qui appartiennent à l'histoire de l'art global», a expliqué à l'AFP Natalie Bondil, commissaire de l'exposition et directrice du musée et des expositions à l'IMA.

Pour Mehdi Qotbi, artiste peintre et président de la FNM, cette «exposition événement rend justice aux fabuleux artistes arabes qui travaillent depuis des années».

Son inauguration survient en plein coup de froid diplomatique entre Paris et Rabat.

Lors d'une brève allocution, l'ex-ministre français de la Culture a rappelé les «liens d'exception indestructibles» unissant la France et le Maroc, au lendemain d'un discours d'Emmanuel Macron dans lequel le président français a souhaité «avancer» au-delà des «polémiques» actuelles et des tensions.





Le Festival international du film du Caire annonce les dates



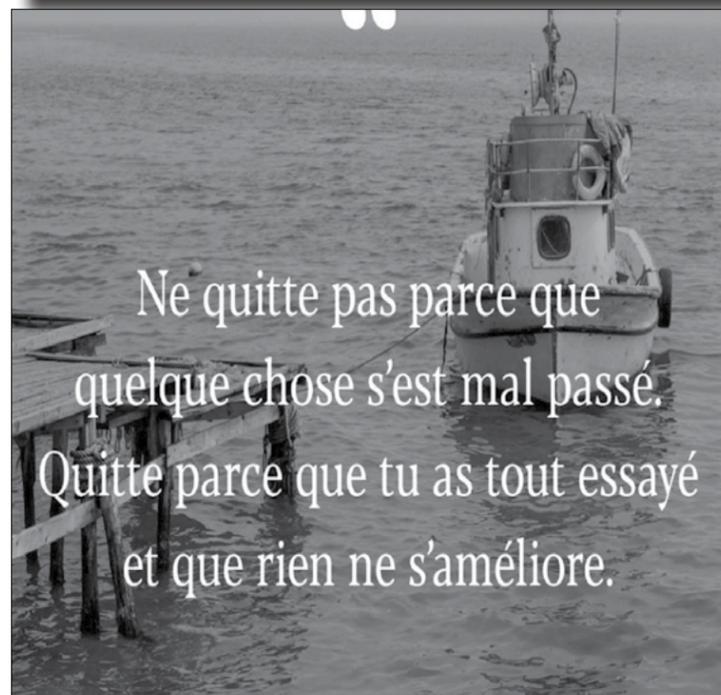
Les organisateurs du Festival international du film du Caire ont annoncé jeudi que la 45e édition de l'événement se déroulera du 15 au 24 novembre.

Le festival projettera des films lauréats à l'Opéra du Caire dans le quartier Zamalek de la capitale égyptienne.

Durant l'édition de l'année dernière, 108 films de 53 pays ont participé, dont 30 présentés pour la première fois à l'international et 57 présentés pour la première fois dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Le festival a décerné au réalisateur hongrois Bela Tarr un prix d'appréciation de la Pyramide d'or pour l'ensemble de son œuvre. Il s'agit d'un cinéaste qui a remporté des succès majeurs tout au long de sa carrière artistique.

Citation...



Cinéma africain

Le Tunisien Youssef Chebbi récompensé au Fespaco

Le réalisateur tunisien Youssef Chebbi a obtenu samedi à Ouagadougou la récompense suprême du Fespaco, le plus grand festival du cinéma africain, dont la 28e édition s'est tenue en dépit d'un lourd contexte sécuritaire en raison des violences jihadistes qui minent le Burkina.

Le jeune réalisateur né à Tunis en 1984 a remporté l'Étalon d'or de Yennenga pour son film «Ashkal».

Saluant une «rigueur extrême» et un «travail qui sort de l'ordinaire», la présidente du jury, la Tunisienne Dora Bouchoucha, a précisé que l'Étalon d'or avait été remis à M. Chebbi à l'unanimité.

Dans ce polar qui se déroule dans les Jardins de Carthage à Tunis, un quartier abandonné après la chute du président Ben Ali en 2011, deux policiers mènent une enquête sur de mystérieuses immolations.

«C'est une intrigue policière mais en fait ça parle du peuple tunisien», a expliqué Dora Bouchoucha.

Sélectionné à la quinzaine des réalisateurs du Festival de Cannes en France, «Ashkal» a également remporté l'Antigone d'or, la plus haute récompense du Festival du cinéma méditerranéen de Montpellier (sud-est de la France) en 2022.

Le prix a été remis à un représentant du réalisateur, absent, par le président de transition burkinabè, le capitaine Ibrahim Traoré, arrivé au pouvoir par un putsch en septembre 2022,

coiffé de son habituel béret rouge et vêtu d'un treillis.

Le réalisateur tunisien devance deux femmes, la Burkinabè Apolline Traoré pour «Sira» qui reçoit l'Étalon d'argent, et la Kényane Angela Wamai pour «Shimoni», récompensée de l'Étalon de bronze.

Depuis sa création en 1969, aucune femme n'a remporté la récompense suprême de ce grand festival africain du cinéma.

170 oeuvres étaient en lice dans diverses catégories pour cette édition sur le thème «cinémas d'Afrique et culture de la paix».

L'interprétation masculine et féminine reviennent à l'ensemble des acteurs et actrices de «Sous les Figues», de la réalisatrice tunisienne Erige Sehiri.

Triomphe tunisien

La Tunisie triomphe donc dans ce festival du cinéma africain, à l'heure où des centaines de ressortissants d'Afrique subsaharienne fuient le pays en raison d'agressions et de manifestations d'hostilité faisant suite à une violente charge du président Kais Saïed contre les migrants en situation irrégulière. Le meilleur scénario a été décerné au «Bleu du Caftan», de la Marocaine Maryam Touzani.

Quinze longs-métrages de fiction briguaient la récompense suprême, l'Étalon d'or de Yennenga, un prix d'une valeur de 20 millions de francs CFA (environ 30.000 euros).

Cette 28e édition du festival s'est tenue dans un contexte sécuritaire très lourd au Burkina, secoué par la violence jihadiste

depuis plusieurs années.

Des dispositifs de sécurité, portiques, fouilles, militaires et policiers armés, ont été mis en place devant les différents lieux du festival qui ont accueilli 20.000 invités, selon l'organisation.

En dépit de ce contexte, des projections ont eu lieu auprès de personnes déplacées en raison des attaques djihadistes, à Kaya (centre-nord) et à Dédougou (centre-ouest).

Les attaques qui touchent surtout la moitié nord du pays n'ont toutefois pas cessé.

Dimanche dernier, la ville de Partiaga (nord-est) a été attaquée par des djihadistes, faisant plusieurs morts parmi les habitants, selon des sources locales. Aucun bilan officiel n'a été communiqué.

Le Burkina Faso connaît une intensification des violences de groupes liés à Al-Qaïda ou l'Etat islamique depuis le début de l'année, avec plusieurs dizaines de morts - civils ou militaires - quasiment chaque semaine.

Les violences ont fait depuis 2015 plus de 10.000 morts - civils et militaires - selon des ONG, et quelque deux millions de déplacés.

La prochaine édition du Fespaco est prévue pour se tenir du 22 février au 1er mars 2025.

LE PALMARÈS DU 28E FESPACO DE OUAGADOUGOU

Voici le palmarès de la 28e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco), plus

grand festival de cinéma africain, qui s'est achevé samedi:

FICTION LONG-MÉTRAGE

- Étalon d'or de Yennenga: «Ashkal» de Youssef Chebbi (Tunisie)

- Étalon d'argent: «Sira», d'Apolline Traoré (Burkina Faso)

- Étalon de bronze: «Shimoni» d'Angela Wamai (Kenya)

- Prix d'interprétation masculine: l'ensemble des acteurs de «Sous les figues» d'Erige Sehiri (Tunisie)

- Prix d'interprétation féminine: l'ensemble des actrices de «Sous les figues» d'Erige Sehiri, (Tunisie)

- Meilleur décor: «Mami Wata» de Fiery Obasi (Nigeria)

- Meilleur montage: «Abu Saddam» de Nadine Khan (Egypte)

- Meilleur scénario: «Le bleu du caftan» de Maryam Touzani (Maroc)

- Prix de l'image: «Mami Wata» de Fiery Obasi (Nigeria)

- Prix du son: «Ashkal», de Youssef Chebbi (Tunisie)

- Meilleure musique: «Our lady of the Chinese shop» d'Ery Claver (Angola)

- Mention spéciale du jury: «Regarde les étoiles» de David Constantin (Ile Maurice)

FICTION COURT-MÉTRAGE

- Poulain d'or fiction court-métrage: «Will my parents come to see me», de Mo Harawe (Somalie)

- Poulain d'argent fiction court-métrage: «A doll» d'Andriaminosa Hary et Joel

Rakotovelona (Madagascar)

- Poulain de bronze fiction court-métrage: «Tsutsue», d'Amartei Armar (Ghana)

DOCUMENTAIRES

- Étalon d'or documentaire long-métrage: «Omi Nobu/L'Homme nouveau» de Carlos Yuri Ceuninck (Cap-Vert)

- Étalon d'argent documentaire long-métrage: «Nous, étudiants» de Rafiki Fariala (Centrafrique)

- Étalon de bronze documentaire long-métrage: «Gardien des mondes», de Leïla Chaïbi (Algérie)

- Poulain d'or documentaire court-métrage: «Angle mort» de Lofti Achour (Tunisie)

- Poulain d'argent documentaire court-métrage: «Katanga nation» de Beza Hailu Lemma (Ethiopie)

- Poulain de bronze documentaire court-métrage: «Kelasi», de Fransix Tenda Lomba (RDC)

Mention spéciale du jury: «L'envoyée de Dieu» d'Amina Mamani (Niger) et «Cuba en Afrique» de Negash Abdurahman (Ethiopie)

SECTION PERSPECTIVES

- Prix Paul Robeson au long-métrage documentaire «Le spectre de Boko Haram» de Cyrielle Raingou (Cameroun)

SECTION BURKINA FASO

- Meilleur film burkinabè: «Laabli l'insaisissable», de Luc Youlouka Damiba.

- Meilleur espoir burkinabè: «Le botaniste», de Floriane Zoundi

- Révélation du cinéma burkinabè: «Malla, aussi loin que dure la nuit», de Dramane Ouédraogo.

Amazon veut lutter contre le piratage de livres électroniques

La dématérialisation des livres depuis ces quinze dernières années s'est accompagnée par le développement massif du piratage des ouvrages, qu'il s'agisse de la littérature grand public ou de celle destinée aux universitaires. Un phénomène auquel Amazon est bien décidé de mettre un terme. Depuis peu, le géant américain va même jusqu'à retirer certains titres de son catalogue qui sont également troublés en téléchargement illégal, rapporte TorrentFreak.

Un long combat

Le piratage représente en effet un important manque à gagner pour Amazon, qui domine le marché mondial des liseuses avec sa Kindle et sa boutique d'e-books. Pour tenter de l'enrayer, l'entreprise travaille depuis quinze ans afin d'obtenir



la fermeture définitive des sites qui proposent ces livres électroniques de façon illégale, comme récemment Z-library. En 2014, un service d'abonnement « illimité » aux livres numériques

a même été lancé, Kindle Unlimited, dans l'espoir que cela ait l'impact qu'ont eu les plateformes de SVOD sur le piratage.

Autant d'initiatives qui n'auraient pas suffisamment porté leurs fruits, puisque désormais, Amazon souhaite donc punir directement les auteurs qui ont souscrit à la formule Kindle Direct Publishing Select (KDP Select). Selon plusieurs témoignages recueillis par TorrentFreak, plusieurs écrivains auraient vu leurs titres retirés de la formule Kindle Unlimited pour non-respect de la clause d'exclusivité du contrat KDP Select.

Une mesure dénoncée

Cette mesure a été dénoncée par plusieurs auteurs, dont l'écrivaine Raven Kennedy : « La violation des droits d'auteur échappe à

mon contrôle. Même si je paie beaucoup d'argent à une société pour qu'elle dépose des avis de retrait en mon nom, et que je vérifie constamment sur le Web les versions piratées, je ne peux pas tout suivre. » L'autrice a par conséquent regretté qu'Amazon choisisse la menace, d'autant que la plupart des livres piratés seraient directement originaires d'Amazon, selon elle.

Une pétition a ainsi été lancée pour que les clauses du contrat KDP Select soient modifiées. Elle a été signée par 35.000 personnes. Contacté par TorrentFreak, Amazon a pris note de ces réclamations et chercherait à trouver une solution adéquate. L'entreprise a aussi précisé qu'elle laissait un délai aux auteurs avant que leurs ouvrages soient retirés de Kindle Unlimited.

Le prince Harry dit s'être toujours senti «différent» du reste de la famille royale

Le prince Harry a révélé samedi s'être toujours senti «légèrement différent» du reste de la famille royale britannique. Il a reconnu avoir eu des addictions et que certaines l'ont aidé, lors d'un long entretien avec un spécialiste des traumatismes.

Harry, 38 ans, a expliqué au docteur Gabor Mate qu'ayant grandi dans une «famille brisée», il fait de son mieux pour ne pas transmettre de «traumatismes» à ses enfants.

Cette conversation survient après la publication, en janvier, de ses mémoires controversés intitulés «Le Suppléant» dans lesquels il raconte son adolescence marquée par les addictions et détaille la rupture de ses relations avec son père, le roi Charles III, et son frère William.

«Tout au long de ma vie, de mes

jeunes années, je me suis senti légèrement différent du reste de ma famille», a affirmé Harry à M. Mate, selon de nombreux médias faisant état de cette interview retransmise en direct. «Je me sentais étrange» dans ce milieu «et je sais que ma mère ressentait la même chose», faisant référence à sa mère, la princesse Diana.

Il a affirmé avoir été «sauvé» par son épouse Meghan, «un être exceptionnel» qui «venant d'un monde différent l'a aidé à s'en sortir».

Au cours de cet entretien, M. Mate - auteur de plusieurs livres sur les traumatismes, la dépendance et la maladie - a affirmé que Harry souffre d'un trouble déficitaire de l'attention. Résumant la vie du prince, qui a notamment perdu sa mère à l'âge de 12 ans et a ensuite

servi dans les forces armées britanniques en Afghanistan, le spécialiste a estimé qu'il souffre de «beaucoup de traumatismes». Harry, parti s'installer en Californie après avoir quitté la Grande-Bretagne et la famille royale avec fracas début 2020, a évoqué la manière dont il éduque ses deux enfants, Archie, 3 ans, et Lilibet, 1 an.

«Je ressens l'énorme responsabilité de ne pas transmettre les traumatismes ou les expériences négatives que j'ai vécus», a-t-il déclaré.

Il a ajouté qu'avec Meghan, ils essaient de tirer les leçons de leur «passé» et de leurs «erreurs» afin de «briser ce cycle».

Le couronnement de Charles, âgé de 74 ans, aura lieu en mai. Buckingham n'a pas indiqué si Harry et Meghan seraient présents.



Jennifer Coolidge a failli mourir empalée sur la palissade de son jardin



Côté immobilier, Jennifer Coolidge a la poisse. L'actrice en veut pour preuve ses déboires dans les diverses propriétés qu'elle a occupées. Et tout d'abord ce jour où elle a failli mourir empalée sur un des piquets de la palissade de son jardin !

« Un jour, j'étais dehors et je ne pouvais plus rentrer chez moi. J'ai donc sauté la clôture, mais je ne savais pas que le jardinier

avait mis de nouveaux piquets dans la cour », a-t-elle raconté lors d'un entretien accordé à Us Weekly.

« J'ai donc sauté la clôture et je me suis empalée. Il y avait du sang partout. J'ai de la chance d'être en vie. »

Un épisode des plus rocambolesques mais qui, vous vous en doutez, n'est pas le seul détail remarquable de l'existence de la star de The

White Lotus.

Maison hantée et caféine

Durant la même interview, Jennifer Coolidge a également confié avoir habité une maison hantée à la Nouvelle-Orléans, mais aussi être une parente éloignée de Calvin Coolidge, le 30e président des États-Unis.

En outre, elle a l'habitude d'utiliser ses sous-vêtements pour nouer ses cheveux lorsqu'elle ne trouve pas de

chouchou, et elle peut boire

jusqu'à douze espressos par jour. D'ailleurs, à la question

de savoir ce qu'elle emporterait sur une île déserte, Jennifer Coolidge a répondu sans hésiter

: « J'apporterais une pince à épiler, un miroir grossissant et un espresso » !

FESTIVAL DU CINÉMA AFRICAIN : Un documentaire algérien primé au FESPACO 2023

Le plus grand festival consacré au cinéma africain a eu lieu entre le 26 février et le 4 mars 2023. En effet, l'édition 28 du FESPACO, qui avait pour thème « le cinéma d'Afrique et la culture de la paix », a vu la participation de nombreux cinéastes, réalisateurs et acteurs du cinéma africain, pour enfin récompenser un palmarès dans divers domaines.

Pour cette nouvelle édition, c'est la Tunisie qui triomphe. En effet, l'Étalon d'Or de Yannenga a été attribué au réalisateur tunisien Youssef Chebbi. Notamment pour son film « Ashkal », qui se déroule dans les Jardins de Carthage,



en Tunisie.

Un documentaire algérien récompensé au festival du cinéma africain FESPACO 2023

La 28e édition du FESPACO, organisée à Ouagadougou, a récompensé également une dizaine de réalisations en lice pour de nombreux

prix. Dans la catégorie des documentaires, la cinéaste et réalisatrice franco-algérienne, Leïla Chaïbi, a réussi à décrocher l'Étalon de Bronze grâce à son documentaire « Gardien des mondes ».

Ce documentaire, long-métrage, raconte l'histoire de Hassan, qui du jour au

lendemain décide de passer le restant de sa vie dans un cimetière. Et ce, pour veiller sur les absents et observer les présents. « Gardien des mondes » invite les spectateurs de jeter un coup d'œil au monde intérieur de Hassan. Mais aussi de s'interroger par rapport à la mort et de donner un sens à la vie.

D'une mère française et d'un père algérien, Leïla Chaïbi a suivi des études en cinéma en France. Et ce, avant d'entamer sa carrière en tant que Reporter image. Journaliste, cinéaste et réalisatrice, elle compte aujourd'hui, en son actif, plusieurs réalisations. Dont, « La brûlure », son premier documentaire, réalisé en 2009,

qui trace son histoire, mais qui raconte l'immigration. En 2026, Leïla Chaïbi réalise « Le verrou », avant d'entamer « Hassan le fou, le gardien des Mondes » qui lui a valu l'Étalon de bronze lors du FESPACO.

Leïla Chaïbi s'est également distinguée lors de nombreux événements internationaux. Notamment, lors du Festival du Premier Film Documentaire Méditerranéen, à Tunis. Et au Festival du Film Arabe de Fameck au Val de Fensch, en France. Mais aussi lors du Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier, où elle a réussi à décrocher le prix Prix Ulysse Decipro, en 2022.

Celine's Kitchen partage son émouvant retour en Algérie, après 33 ans d'absence

Nombreux sont les expatriés algériens qui reviennent au pays le temps d'une escapade ou pour s'y installer définitivement. Quelle que soit la raison de leur venue, ils partagent tous un point en commun, leur amour pour le pays. Dernièrement, une visite bien particulière d'une ressortissante est venue secouer le cœur des Algériens.

Il s'agit du retour émouvant de la youtubeuse Celine's Kitchen, née en Algérie, après plus de 30 ans d'absence. Celine a partagé sa bouleversante réaction en vidéo sur Instagram, et le moins qu'on puisse dire, c'est que celle-ci n'a pas manqué de faire réagir les internautes.

Le retour émouvant de Celine's Kitchen en Algérie Celine's Kitchen (@celinekitt) est une créatrice de contenu jordanienne qui est née et a grandi en partie en Algérie. Vivant en France actuellement, elle entreprend un voyage dans son pays de naissance après 33 ans passés à l'étranger. Elle décide de



partager son périple avec ses abonnés sur Instagram, mais c'était sans compter la réaction émouvante qu'elle allait avoir devant sa caméra à son arrivée en Algérie.

En effet, la youtubeuse éclate en sanglots aussitôt arrivée à l'aéroport Houari Boumediene d'Alger. Une réaction qui a ému tout autant ses followers algériens, qui laissent une vague de commentaires positifs sous le poste, exprimant tantôt du soutien, tantôt de l'empathie envers la concernée.

À la (re) découverte d'Alger, Celine's Kitchen explore la capitale

Une fois l'épisode émotionnel passé, Celine et son mari se dirigent vers le métro d'Alger pour explorer la capitale et ses lieux touristiques. Dans une

autre vidéo, elle explique à sa communauté qu'elle a grandi à Alger et a visité la place de la Grande Poste de nombreuses fois avec sa grand-mère à l'époque.

Celine s'installe ensuite dans un hôtel local avec son mari, où elle redécouvre la mosaïque algérienne traditionnelle. Hormis l'architecture et les ruelles chargées d'histoire, cette dernière s'émerveille également devant la cuisine algérienne.

Elle prend plaisir à déguster un petit-déjeuner typiquement algérien. Tout lui rappelle son enfance, des petits sablés aux cacahuètes au pain chaud de la boulangerie, en passant par le classique sandwich kachir/fromage.

CHAMPIONNAT ARABE JUDO 2023 À DOHA : L'Algérie arrache la 1^{ère} place



L'Algérie s'est adjugée la première place du Championnat Arabe du Judo 2023 qui s'est déroulé à Doha au Qatar. Les judokas algériens, messieurs et femmes, ont arraché 15 médailles, soit 6 en or, 6 en argent et 3 en bronze. La capitale qatarie, Doha, a abrité le Championnat Arabe du Judo 2023. Une compétition qui a connu la participation de 12 pays. Outre l'Algérie, il s'agit l'Égypte, les Emirats arabes unis, la Jordanie, Djibouti, Bahreïn, le Maroc, l'Irak, la Tunisie, le Koweït, la Syrie et le Liban.

La sélection nationale de judo a réalisé un excellent tournoi. En effet, elle l'a terminé à la première place avec 15 médailles. Les judokas algériens, messieurs et femmes, se sont adjugés 6 médailles en or, 6 en argent et 3 en bronze. Qui sont les judokas qui ont

arraché les médailles ?

Les médailles d'or algériennes ont été remportées par Houd Zourdani (-73 kg), Mehdi Lili (+100 kg), Faiza Aissahine (-52 kg), Souad Belekhal (-70 kg), Louiza Ichallal (-78 kg) et Narimene Gueraoua (+78 kg).

Quant aux celles en argent sont revenues à Bilal Yakoubi (-60 kg), Houaria Kadour (-48 kg) et Zina Bouakache (-57 kg).

Enfin, les médailles de bronze ont été l'œuvre de Dounia Rezoug (-63 kg), Rachid Cherrad (-66 kg), Djamel Souillah (-81 kg), Oussama Kabri (-90 kg), Réda Lamri (-100 kg) et Sofiane Belekra (+100 kg).

Il est à noter que le Championnat Arabe de Judo rentre dans le cadre de la préparation des Mondiaux 2023 de la discipline dans la capitale qatarie. Ils se dérouleront du 7 au 14 mai 2023.